



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 25-27 février 2019

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 6 février 2019	WFP/EB.1/2019/8-B/2
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays provisoire-Éthiopie (2019-2020)

Durée	1 ^{er} janvier 2019-30 juin 2020
Coût total pour le PAM	871 337 120 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Les progrès importants accomplis en Éthiopie ces dernières décennies ont permis de réduire la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, et d'améliorer l'accès aux services de base essentiels. Cependant, environ 30 millions de personnes n'ont toujours pas accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année, et environ 32 millions de personnes sont sous-alimentées. Les défis qui continuent d'entraver le développement ont leurs racines dans la lenteur de la transformation de l'économie, la vulnérabilité face aux chocs climatiques et le faible niveau de développement humain. Ces difficultés sont exacerbées par les besoins humanitaires considérables dus à des chocs liés au climat, à des déplacements internes de population liés au conflit et à l'arrivée de réfugiés provenant des pays voisins.

Le plan quinquennal de croissance et de transformation actuellement en place vise à faire accéder l'Éthiopie au statut de pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025 grâce à une croissance élevée soutenue et à l'accélération de la transformation structurelle. Le programme national de filets de sécurité fondé sur des activités productives est l'un des dispositifs de protection sociale les plus importants d'Afrique, avec en moyenne 8 millions de bénéficiaires tous les ans. Le programme nutritionnel national a pour objectif d'intégrer des interventions axées sur la nutrition et à dimension nutritionnelle dans de nombreux secteurs grâce à une approche tenant compte de tous les stades de la vie. Le programme national d'alimentation scolaire devrait à terme parvenir

Coordonnateurs responsables:

Mme E. Joergensen
Directrice régionale
Afrique de l'Est et Afrique centrale
courriel: erika.joergensen@wfp.org

M. S.W. Omamo
Directeur de pays
courriel: stevenwere.omamo@wfp.org

à une couverture nationale. La stratégie nationale d'action globale en faveur des réfugiés, qui a été récemment adoptée, vise à supprimer progressivement les camps de réfugiés et à faciliter la réintégration socioéconomique des réfugiés dans les communautés d'accueil en leur permettant de devenir autonomes.

Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en œuvre ces plans, dont le but ultime est d'éliminer la faim d'ici à 2030. Le plan stratégique de pays provisoire d'une durée de 18 mois repose sur les atouts reconnus du PAM. La plupart des opérations continueront de répondre dans le court terme aux besoins immédiats des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes en situation d'insécurité alimentaire et sous-alimentées, mais le plan provisoire vise à positionner le PAM en vue d'une transformation progressive de son rôle pendant la mise en œuvre du plan stratégique de pays suivant. Pendant la phase de transition, le PAM centrera son action sur la prévention de la malnutrition, le renforcement de la résilience et à terme l'autonomie des ménages et des communautés, et l'intégration des questions ayant trait à la nutrition et de l'autonomisation des femmes dans la conception de toutes les interventions, et appuiera aussi l'élaboration de normes nationales.

Le plan stratégique de pays provisoire s'articule autour de cinq effets directs stratégiques, qui sont en cohérence avec les résultats stratégiques 1, 2, 5 et 8 du PAM, et contribue à tous les piliers d'effets directs du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2016–2020:

- *Effet direct stratégique 1:* Les réfugiés et les populations touchées par une crise dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels tout au long de l'année.
- *Effet direct stratégique 2:* Les populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels et de se doter de moyens d'existence résilients face au climat.
- *Effet direct stratégique 3:* Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel vivant dans les zones ciblées reçoivent un soutien visant à prévenir toutes les formes de dénutrition.
- *Effet direct stratégique 4:* Les institutions gouvernementales et le secteur privé bénéficient du renforcement des capacités dans le domaine des systèmes d'alerte rapide et de préparation aux situations d'urgence, de la conception et de la mise en œuvre de programmes de filets de sécurité et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement.
- *Effet direct stratégique 5:* Le Gouvernement et les partenaires de l'action humanitaire et du développement en Éthiopie ont accès à des services logistiques efficaces et économiques dont ils tirent avantage, s'agissant notamment de transport aérien, de plateformes de coordination communes et de chaînes d'approvisionnement améliorées.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique provisoire pour l'Éthiopie (2019-2020) (WFP/EB.1/2019/8-B/2), pour un coût total pour le PAM de 871 337 120 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. L'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, avec une population très diversifiée d'environ 105 millions d'habitants (50,46 pour cent d'hommes et de garçons et 49,54 pour cent de femmes et de filles) et un taux de croissance démographique annuel de 2,6 pour cent. Environ 83 pour cent de la population vit dans des zones rurales¹ et dépend entièrement de l'agriculture pluviale pour sa subsistance. Environ 42 percent des Éthiopiens ont moins de 15 ans.
2. Le pays a accompli des progrès impressionnants ces deux dernières décennies, imputables à des investissements dans l'infrastructure, à la modernisation du secteur agricole, à la fourniture de services de base essentiels et à d'importants investissements dans les programmes de protection sociale. Le taux de pauvreté monétaire a été ramené de 55 pour cent de la population totale en 2000 à 33 pour cent en 2011². Entre 1990 et 2016, les taux de retard de croissance ont chuté, passant de 57 pour cent à 38 pour cent, tandis que la part de la population ayant accès à l'eau douce est passée de 13 pour cent à 57 pour cent et celle bénéficiant de services d'assainissement améliorés est passée de 7 pour cent à 42 pour cent.
3. L'Éthiopie est classée au 173^{ème} rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain. Quatre-vingt-sept pour cent de la population, 89 millions de personnes, vivent dans la pauvreté et souffrent d'insécurité alimentaire, d'un accès insuffisant à des services appropriés d'éducation et de santé, et d'un manque de perspectives d'emploi pour les jeunes qui ont obtenu récemment un diplôme d'études secondaires ou universitaires. Ces difficultés sont vécues différemment selon les groupes de population compte tenu des inégalités de genre et d'autres inégalités systémiques. En particulier, les zones pastorales et les basses terres, principalement les États régionaux de Somali, Afar et Oromia, accusent un retard pour presque tous les indicateurs sociaux³. Les inégalités de genre limitent les résultats obtenus par les femmes sur le plan de la santé et de l'éducation ainsi que leurs débouchés économiques, ce qui restreint leur développement et le progrès de la société dans son ensemble. Par rapport aux hommes et aux garçons, les femmes et les filles sont fortement défavorisées dans tous les secteurs, notamment l'alphabétisation, la santé, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les moyens d'existence, les droits fondamentaux de l'être humain et l'accès à la terre, au crédit et aux biens de production. En conséquence, l'Éthiopie se classe au 116^{ème} rang sur 159 pays selon l'indice d'inégalité de genre⁴.
4. Entre 2016 et 2018, l'Éthiopie a connu une transformation radicale sur le plan politique, qui a abouti à la désignation d'un nouveau Premier ministre en avril 2018. Le grand public, les différents partis politiques et la société civile espèrent vivement que la nouvelle administration sera à même d'apporter des changements concrets en s'orientant vers une démocratie et des solutions inclusives pour relever les différents défis socioéconomiques auxquels le pays est confronté. Comme dans toute transformation de cette nature, la situation générale restera dynamique. L'accord de paix sans précédent conclu avec

¹ Agence centrale de la statistique. 2007. *Ethiopia - Population and Housing Census – IPUMS Subset*. Disponible à l'adresse: <http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/2747>.

² Groupe de la Banque mondiale. 2016. *Ethiopia: Priorities for ending extreme poverty and promoting shared prosperity: systematic country diagnostic*. Disponible à l'adresse: <http://documents.worldbank.org/curated/en/913611468185379056/pdf/100592-REVISED-P154064-PUBLIC-Ethiopia-SCD-March-30-2016-web.pdf>.

³ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Human Development Reports: Ethiopia Human Development Indicators*. Country profile. Disponible à l'adresse: <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/ETH>.

⁴ PNUD. *Human Development Reports: Gender Inequality Index*. Disponible à l'adresse: <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>.

L'Érythrée en juillet 2018 représente une avancée majeure pour les deux pays et, plus généralement, pour la Corne de l'Afrique.

5. L'Éthiopie est particulièrement vulnérable face aux chocs climatiques et a connu des régimes pluviométriques d'une grande irrégularité, y compris la sécheresse provoquée par le phénomène El Niño en 2015/2016, qui est considérée comme la pire de ces 50 dernières années. En 2017, la sécheresse persistante dans les basses-terres du sud et du sud-est de l'Éthiopie a provoqué d'importantes pertes de bétail, et au moins 8,5 millions de personnes ont eu besoin d'une assistance alimentaire d'urgence⁵.
6. L'Éthiopie a toujours maintenu ses frontières ouvertes aux personnes fuyant les conflits ou les troubles dans la région. Le pays accueille 900 000 réfugiés, y compris environ 200 000 personnes vivant en dehors des camps, originaires du Soudan du Sud, de la Somalie, du Soudan, de l'Érythrée et du Kenya (par ordre du nombre de réfugiés) et résidant principalement dans 26 camps répartis dans tout le pays. Les ménages de réfugiés restent totalement tributaires de l'aide de la communauté internationale. En décembre 2017, l'Éthiopie a lancé une stratégie nationale d'action globale en faveur des réfugiés pour 2018-2027, qui prévoit la fourniture de permis de travail, le droit de vivre en dehors des camps, l'inscription à l'état civil, et un meilleur accès à l'éducation pour les réfugiés dans le pays.
7. Depuis le milieu de 2017, le nombre de personnes déplacées a augmenté et dépasse 2 millions du fait des sécheresses, des inondations et des conflits intercommunautaires ou d'une combinaison de ces facteurs. Venir en aide à ces personnes est une préoccupation majeure du Gouvernement et des partenaires de l'action humanitaire.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

8. *Accès à l'alimentation.* Entre 1999 et 2017, le déficit alimentaire a été réduit de moitié, passant de 400 à 200 kilocalories par personne et par jour. Pendant la même période, le produit intérieur brut par habitant a augmenté de 618 dollars à 1 608 dollars⁶, ces chiffres étant de 1 161 dollars pour les femmes et de 1 886 dollars pour les hommes, ce qui souligne les disparités entre les hommes et les femmes en termes de pauvreté⁷. Néanmoins, selon des mesures de la pauvreté fondée sur la consommation, environ 30 millions de personnes n'ont toujours pas accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année. Le programme de filets de sécurité fondé sur des activités productives (PFSAP) mené sous la conduite du Gouvernement cible 8 millions⁸ de personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique. Depuis le lancement de ce programme en 2005, 5,2 millions de ces personnes par an en moyenne ont bénéficié d'une assistance d'urgence à titre temporaire⁹. Après quatre années consécutives de grave sécheresse, des centaines de milliers de ménages sont déplacés, sans ressources ni accès à une alimentation suffisante. Les réfugiés se heurtent à des difficultés persistantes pour accéder à la nourriture.

⁵ Des données ventilées par sexe et par âge ne sont pas disponibles, mais selon le calculateur démographique du PAM, 50,5 pour cent de ces personnes sont des hommes et des garçons, 49,5 pour cent sont des femmes et des filles, et 52,3 pour cent ont moins de 18 ans.

⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). *FAOSTAT: Indicateurs de pays, Éthiopie*. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/faostat/fr/#country/238>.

⁷ PNUD. 2016. *Rapport sur le développement humain: Le développement humain pour tous, tableau statistique 4, p. 236*. Disponible à l'adresse: http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2016_report_french_web.pdf.

⁸ 3,9 millions d'hommes et de garçons et 4,1 millions de femmes et de filles.

⁹ Les besoins humanitaires records observés pendant la période 2015-2018 étaient dus à la sécheresse provoquée par le phénomène El Niño en 2015/2016, qui a frappé principalement les hautes terres, et fait que près de 18 millions de personnes ont eu besoin d'une assistance alimentaire d'urgence, et à la sécheresse liée au dipôle de l'océan Indien de 2017/2018 qui a fait 11 millions de sinistrés ayant besoin d'assistance. On ne dispose pas de données ventilées par sexe et par âge.

9. *Mettre fin à la malnutrition*¹⁰. La dénutrition demeure un problème persistant. Environ 32 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique, la majorité d'entre elles sont des femmes et des filles¹¹. La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est de 38 pour cent à l'échelle nationale (41 pour cent pour les garçons et 35 pour cent pour les filles) et atteint 46 pour cent dans la région Amhara. La prévalence de l'émaciation aussi reste élevée, soit 10 pour cent à l'échelle nationale, mais les taux les plus élevés s'observent dans les régions Somali (23 pour cent) et Afar (18 pour cent). L'anémie touche 57 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans et 83 pour cent d'entre eux se trouvent dans la région Somali. La prévalence de l'insuffisance pondérale¹² a reculé, passant de 27 pour cent en 2005 à 22 pour cent en 2016 chez les femmes et les filles en âge de procréer (15 à 49 ans), mais reste un problème chez les filles âgées de 15 à 19 ans (29 pour cent). L'anémie touche 24 pour cent des femmes et des filles en âge de procréer, contre 15 pour cent des hommes et des garçons dans la même tranche d'âge, et 5 pour cent seulement des femmes prennent des suppléments de fer pendant leur grossesse, ce qui augmente le risque d'anémie¹³. La prévalence du VIH à l'échelle nationale n'est que de 0,9 pour cent, mais plus de 700 000 personnes vivent avec le VIH/sida, les femmes étant touchées de manière disproportionnée¹⁴. Les causes sous-jacentes de la malnutrition sont notamment l'accès matériel et économique limité et incertain à des aliments sains et diversifiés, les traditions culturelles, les habitudes alimentaires et les inégalités de genre. Par exemple, les taux de retard de croissance dépendent du niveau d'éducation de la mère, et passent de 42 pour cent chez les enfants de femmes n'ayant pas d'instruction à 35 pour cent chez ceux dont les mères ont suivi l'enseignement primaire et 22 pour cent lorsque les mères ont fait des études secondaires. En 2009, une étude sur le coût de la faim a estimé à environ 1,98 milliard de dollars, soit 16,5 pour cent du produit intérieur brut, le coût de la dénutrition en Éthiopie¹⁵.
10. *Productivité et revenus des petits exploitants*. Environ 32 pour cent du territoire éthiopien est considéré comme terres agricoles¹⁶. On estime qu'environ 12 millions de petites exploitations familiales¹⁷ représentent 95 pour cent de la production agricole et 85 pour cent de tous les emplois dans le pays. La superficie moyenne des petites exploitations se

¹⁰ Cette section s'appuie largement sur l'enquête démographique et sanitaire de 2016 en Éthiopie. Voir Agence centrale de la statistique et ICF International. 2017. *Ethiopia Demographic and Health Survey 2016*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR328/FR328.pdf>.

¹¹ Compact 2025. 2016. *Ethiopia: Ending hunger and undernutrition – challenges and opportunities: Scoping report for roundtable discussion*. Disponible à l'adresse: <http://www.ifpri.org/publication/ethiopia-ending-hunger-and-undernutrition-challenges-and-opportunities>.

¹² Indice de masse corporelle inférieur à 18,5.

¹³ Trading Economics. *Ethiopia - Prevalence of anaemia among women of reproductive age (% of women 15–49)*. Disponible à l'adresse: <https://tradingeconomics.com/ethiopia/prevalence-of-anemia-among-women-of-reproductive-age-percent-of-women-ages-15-49-wb-data.html>.

¹⁴ Avant la mise en place du protocole de dépistage et de traitement en 2017, 23 pour cent des personnes vivant avec le VIH/sida souffraient de malnutrition, les hommes comptant pour environ 39 pour cent des personnes touchées par le VIH et les femmes 61 pour cent, selon les estimations du Gouvernement. Parmi les enfants de moins de 15 ans, les proportions sont d'environ 51 pour cent de garçons et 49 pour cent de filles. Bureau de prévention et du contrôle du VIH/sida. Estimations concernant l'épidémie de VIH/sida pour la période 2017–2021. Voir <http://www.aarc.gov.et/aarc/images/demo1/Ethiopia%20collection/HIV%20Epidemic%20Estimates%202017%20-%202021,%20Ethiopia.pdf>.

¹⁵ Selon les estimations, le nombre de personnes touchées par le VIH en 2018 s'élève à 442 291 femmes, 286 798 hommes et 50 923 enfants âgés de 0 à 14 ans. PAM. 2013. *The cost of hunger in Africa: Implications for the Growth and Transformation of Ethiopia: The Social and Economic Impacts of Child Undernutrition in Ethiopia*. Disponible à l'adresse: https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp263405.pdf?_ga=2.117621324.416371498.1544089069-298904814.1505738065.

¹⁶ Agence centrale de la statistique d'Éthiopie. CountrySTAT (<http://ethiopia.countrystat.org/>).

¹⁷ Selon les données du Gouvernement, les ménages éthiopiens se composent de 51 pour cent d'hommes et de 49 pour cent de femmes parmi les adultes, et de 53 pour cent de garçons et de 47 pour cent de filles pour ce qui est des enfants.

situe entre 0,5 hectare et 1,2 hectare, les femmes contrôlant souvent des parcelles nettement plus petites que les hommes. Les femmes comptent pour 15 pour cent seulement des exploitants agricoles¹⁸. La superficie totale des terres cultivées a augmenté de 27 pour cent depuis 2004, mais les rendements restent faibles et la production est à la merci des chocs climatiques¹⁹. Les investissements dans des techniques de petite irrigation et la mécanisation de l'agriculture sont limités faute de connaissances techniques et de services de vulgarisation. L'accès des populations rurales aux services de financement et de crédit s'améliore mais reste limité, pour les femmes en particulier à cause des distances et du manque de mobilité et de connaissances financières de base de nombreuses femmes. Les zones pastorales et agropastorales sont situées principalement dans les basses-terres, qui couvrent environ 60 pour cent du territoire national et comptent 12 millions d'habitants.

11. *Systèmes alimentaires durables*. Le système alimentaire éthiopien évolue rapidement du fait de l'urbanisation, de la croissance des revenus et de la modification des habitudes alimentaires, et il est vulnérable face aux chocs et aux perturbations. Les infrastructures de communication, les moyens de transport et les installations de stockage sont insuffisants. Les consommateurs ont un faible pouvoir d'achat et de nombreux produits alimentaires de base comme l'huile, le blé et le sucre sont fortement subventionnés, en particulier dans les milieux urbains. Les importations de produits alimentaires détaxés font baisser les prix à la consommation des produits locaux, en particulier dans la région Somali, mais limitent aussi les possibilités pour les marchés locaux d'offrir une gamme étendue de biens dans les zones rurales. Étant un pays sans littoral, l'Éthiopie dépend principalement de Djibouti pour ses importations de matériaux, d'intrants agricoles, de machines et de produits alimentaires, ce qui augmente le coût de ces biens. Le renforcement de l'accès à d'autres ports et corridors d'importation, comme par exemple Berbera en Somaliland, le nord du Kenya, et la possible détente des relations avec l'Érythrée pourraient améliorer cette situation. Le PAM utilise déjà davantage le port de Berbera, compte tenu de la congestion du port de Djibouti.

Environnement macroéconomique

12. Le Gouvernement envisage d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025 grâce à la réalisation de trois objectifs stratégiques: progrès social et élimination de la pauvreté; croissance économique; et transformation structurelle de l'économie accompagnée d'un déplacement vers des revenus et emplois non agricoles et d'une diversification des exportations. Le rythme de la transformation structurelle est ralenti par le niveau insuffisant de l'investissement privé dans le secteur manufacturier, la promotion inadéquate de l'entrepreneuriat, en particulier chez les femmes et les jeunes, et la faible croissance des emplois ruraux non agricoles, en particulier dans les petites et microentreprises. Les chocs climatiques et les conflits intercommunautaires déstabilisent les moyens d'existence ruraux, et contribuent à la rapide urbanisation. Les possibilités d'emplois non agricoles dans les zones rurales restent limitées, ce qui pousse les femmes et les hommes à rechercher des emplois de domestiques dans les villes. Les femmes constituent 63 pour cent des migrants vers les zones urbaines²⁰, mais 55 pour cent seulement des femmes ont un emploi contre 71 pour cent des hommes. L'urbanisation rapide grossit le nombre de ménages pauvres en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones urbaines et péri-urbaines. Les politiques et programmes phares du

¹⁸ Agence des États-Unis pour le développement international. 2016. *Land tenure and women's empowerment* Disponible à l'adresse: https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2016/11/USAID_Land_Tenure_Women_Land_Rights_Fact_Sheet.pdf.

¹⁹ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2015. *Agricultural Growth in Ethiopia (2004-2014): Evidence and Drivers*. Document de travail 81. Disponible à l'adresse: <http://www.ifpri.org/publication/agricultural-growth-ethiopia-2004-2014-evidence-and-drivers>.

²⁰ Banque mondiale. 2010. *The Ethiopian Urban Migration Study 2008: The Characteristics, Motives and Outcomes of Migrants to Addis Ababa*. Disponible à l'adresse: <http://siteresources.worldbank.org/ETHIOPIAEXTN/Resources/Urban-Migration-Final-Version8242010.pdf>.

Gouvernement visent à faire évoluer les relations entre les sexes mais, aux niveaux national et infranational, la planification et la budgétisation tenant compte de la problématique femmes-hommes sont réduites.

Principaux liens intersectoriels

13. Plus de 20 millions d'Éthiopiens sont pris au piège de la pauvreté et ils sont encore plus nombreux à vivre juste au-dessus du seuil de pauvreté, ce qui les rend vulnérables face aux perturbations climatiques et à l'insécurité alimentaire saisonnières. La pauvreté est plus élevée dans les basses-terres pastorales, où les taux de dépendance sont élevés et le niveau d'instruction est faible. Les inégalités de genre limitent l'accès des femmes à l'éducation, à l'emploi et aux services de santé. Les faibles capacités des femmes pauvres signifient qu'elles sont davantage vulnérables face aux chocs. Pour de nombreux ménages ruraux, les emplois salariés saisonniers ou l'assistance procurée par le PFSAP et les programmes de protection sociale qui y sont associés sont d'une importance vitale.
14. Les pratiques préjudiciables, comme les mutilations génitales féminines et l'excision, et les mariages précoces ont une incidence sur la santé et les résultats scolaires des filles et renforcent le cycle intergénérationnel de la malnutrition, étant donné les retombées négatives sur la sensibilisation à la nutrition, les moyens d'existence et la capacité d'agir des femmes. Dans les contextes où les ressources alimentaires sont restreintes, les femmes ont rarement accès à une alimentation équilibrée en raison de la pratique généralisée de la "hiérarchie alimentaire", selon laquelle les hommes ont davantage accès aux aliments les plus nutritifs au niveau du ménage. Ces conditions inégales sont présentes à tous les stades de la vie et dans tous les groupes ethniques.
15. Les taux nets de scolarisation dans le primaire ont augmenté de manière spectaculaire, passant de 21 pour cent en 1996 à 92,6 pour cent en 2014, et l'indice de parité entre les sexes est passé de 0,78 en 2009 à 0,93 en 2016²¹. La durée de la scolarité reste faible. On estime que 2,5 millions d'enfants ne vont pas à l'école²². Les taux de grossesse chez les adolescentes passent de 28 pour cent des filles sans instruction à 12 pour cent de celles ayant une éducation primaire et à 4 pour cent de celles ayant bénéficié d'un enseignement secondaire²³.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

16. En Éthiopie, l'insécurité alimentaire et la dénutrition sont provoquées par plusieurs facteurs interdépendants. Les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2 sont tributaires des avancées par rapport à d'autres ODD:
 - *Changement climatique et chocs climatiques (ODD 13)*. En Éthiopie, une sécheresse modérée a pour effet de réduire l'augmentation des revenus agricoles de 15 pour cent en moyenne et d'accroître la pauvreté de 13,5 pour cent²⁴. La sécheresse porte aussi gravement atteinte aux moyens d'existence des éleveurs, entraînant des drames humains et la perte de bétail. Par ailleurs, le changement climatique aggrave la dégradation de la terre: 85 pour cent des terres d'Éthiopie sont de moyennement à fortement dégradées, ce qui compromet les initiatives d'intensification agricole et de

²¹ Données de la Banque mondiale. *School enrollment, secondary (gross), gender parity index (GPI)*. Disponible à l'adresse: <https://data.worldbank.org/indicator/SE.ENR.SECO.FM.ZS?locations=ET>.

²² PNUD. 2016. *Rapport sur le développement humain: Le développement humain pour tous, tableau statistique 4, p. 236*. Disponible à l'adresse: http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2016_report_french_web.pdf.

²³ Agence centrale de la statistique et ICF International Coach Federation. 2017. *Enquête démographique et de santé en Éthiopie, 2016*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR328/FR328.pdf>.

²⁴ Banque mondiale. 2015. *Federal Democratic Republic of Ethiopia: Ethiopia poverty assessment*. Disponible à l'adresse: <http://documents.worldbank.org/curated/en/356111468021623080/pdf/ACS120050WP00P00PUBLIC00Box391409B0.pdf>.

gestion des parcours²⁵. En raison de leur pouvoir de décision limité, les femmes interviennent peu dans la répartition des profits tirés de la gestion environnementale, ce qui les rend plus vulnérables que les hommes face au changement climatique²⁶. Après plusieurs chocs climatiques successifs, le Gouvernement a admis récemment qu'une stratégie multidimensionnelle à long terme était nécessaire pour renforcer les moyens d'existence des éleveurs et la gestion des ressources naturelles.

- *Inégalités de genre et disparités régionales (ODD 5 et 10)*. L'Éthiopie est essentiellement une société patriarcale, surtout en milieu rural. Les obstacles profondément enracinés à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes empêchent le pays d'atteindre l'objectif Faim zéro. L'Éthiopie est entrée dans le 21^{ème} siècle en affichant des valeurs extrêmement faibles pour les indicateurs relatifs à la santé maternelle et génésique. Les mutilations génitales féminines et l'excision des filles sont répandues et la violence fondée sur le genre reste préoccupante. Les femmes constituent la majeure partie de la main-d'œuvre agricole en milieu rural, mais leur accès aux ressources, comme les intrants agricoles, les compétences et le crédit, est limité. Les gains économiques ont été rapides, mais ils sont répartis de manière inégale entre les femmes et les hommes et entre les régions.
 - *Évolution de la démographie et des moyens d'existence (ODD 11 et 8)*. D'ici à 2030, la population éthiopienne devrait atteindre 140 millions de personnes, dont 45 pour cent auront entre 15 et 29 ans. Conjuguée au changement climatique, la croissance démographique fait peser une menace sur la capacité de charge et la productivité des terres. Avec une population de jeunes en pleine croissance, l'emploi non agricole deviendra une priorité dans les zones rurales. Pour créer de nouveaux emplois, le secteur des services devra être considérablement développé dans les zones rurales et urbaines.
 - *Éducation (ODD 4)*. La durée moyenne de la scolarité en Éthiopie est de 2,7 années: 1,6 an pour les femmes et 3,8 ans pour les hommes²⁷. Cette situation, à laquelle s'ajoute un enseignement de mauvaise qualité, se traduit par une offre insuffisante de ressources humaines face à un marché du travail diversifié qui requiert des compétences accrues.
17. *Systèmes gouvernementaux de prestation de services (ODD 17)*. La plupart de l'aide publique au développement que l'Éthiopie reçoit chaque année est affectée par le biais du Gouvernement. Les systèmes fédéraux sont plus solides que ceux en place aux niveaux régional ou sous-régional. La recherche de personnel qualifié et sa fidélisation, les dispositifs de planification des opérations et de la chaîne d'approvisionnement, la gestion de l'information et l'affectation efficiente des ressources sont autant de domaines qui exigent soutien et attention. Du fait de ces lacunes, la prestation des services essentiels, comme les intrants agricoles, l'eau, les installations d'assainissement, les soins de santé et l'enseignement, est inadéquate. Les systèmes d'intervention en cas de situation d'urgence se heurtent aux mêmes difficultés. La gestion de la chaîne d'approvisionnement est particulièrement importante.

²⁵ Délégation de l'Union européenne en Éthiopie. 2016. *Addressing the root causes of recurring food insecurity in Ethiopia. Sharpening the debate by reflecting on weather, climate change, demographic, technological, policy and governance factors*. Disponible à l'adresse: <https://europa.eu/capacity4dev/file/85503/download?token=rNNyTDjh>.

²⁶ Fonds vert pour le climat 2017. *Project FP058: Responding to the Increasing Risk of Drought: Building Gender-Responsive Resilience of the Most Vulnerable Communities*. Ministère des finances et de la coopération économique, document no. B.18/04. Disponible à l'adresse: <https://www.greenclimate.fund/projects/responding-to-the-increasing-risk-of-drought-building-gender-responsive-resilience-of-the-most-vulnerable-communities>.

²⁷ PNUD. 2017. *Human Development Reports: 2018 Statistical Update*. Disponible à l'adresse: <http://hdr.undp.org/en/2018-update>.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

18. Le Gouvernement énonce les grandes priorités de développement du pays dans un cadre d'action intégré:
- Le deuxième plan de croissance et de transformation²⁸, pour la période allant de 2015/16 à 2019/20, vise à maintenir une croissance soutenue de 11 percent par an et à accélérer la transformation structurelle. Il promeut le développement agricole pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcer la résilience, et il met l'accent sur les cultures à valeur élevée et l'élevage.
 - La stratégie nationale de protection sociale promeut une croissance inclusive favorable aux pauvres au moyen d'activités tenant compte de la problématique femmes-hommes dans cinq piliers interdépendants: filets de sécurité fondés sur des activités productives; soutien aux moyens d'existence et à l'emploi; assurance sociale; accès aux services de santé, d'éducation et autres services sociaux; et lutte contre la violence, les abus et l'exploitation. Le PFSAP est l'une des pierres angulaires du système s'agissant de la prestation des services de protection sociale.
 - La politique de gestion des risques de catastrophes a pour but d'établir un système global et coordonné qui permet de réduire la dépendance à l'égard de l'aide d'urgence en renforçant la résilience des personnes vulnérables.
 - Le programme nutritionnel national pour 2016–2020 suit une approche du cycle de vie pour améliorer la nutrition, qui prévoit d'intégrer des interventions spécifiquement axées sur la nutrition et à dimension nutritionnelle dans de multiples secteurs, notamment la santé, l'éducation, l'agriculture et la protection sociale.
 - L'initiative en faveur d'une économie verte résiliente face aux changements climatiques (2011) a pour objectif de parvenir à la croissance économique sans augmenter les émissions de gaz à effet de serre, moyennant l'amélioration des pratiques de culture et d'élevage tout en réduisant les émissions, la protection et la reconstitution des forêts, l'augmentation de la production électrique à partir de sources d'énergie renouvelables, et l'adoption de technologies modernes à haute efficacité énergétique dans les transports, les secteurs industriels et les bâtiments.
19. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2016–2020 est en parfaite adéquation avec le deuxième plan de croissance et de transformation et appuie les priorités et l'action du Gouvernement grâce à des interventions organisées selon cinq piliers: croissance inclusive et transformation structurelle; résilience et économie verte; investissements dans le capital humain et accès élargi à des services sociaux de base équitables et de qualité; bonne gouvernance, participation et développement des capacités; et égalité et autonomisation.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

20. Le PAM vient en aide à l'Éthiopie depuis 1968. Les récentes opérations étaient centrées sur la fourniture de secours aux populations touchées par la sécheresse, y compris des réfugiés, le soutien des filets de sécurité nationaux, notamment le PFSAP et le programme national d'alimentation scolaire, et l'appui aux fins du traitement de la malnutrition aiguë modérée

²⁸ Commission nationale de la planification. 2016. *Federal Democratic Republic of Ethiopia: Growth and Transformation Plan II (GTP II) (2015/16–2019/20)*. Disponible à l'adresse: <http://et.one.un.org/content/unct/ethiopia/en/home/assistance-framework/growth-and-transformation-plan.html>.

et de la prévention de la malnutrition aiguë et chronique. L'évaluation du portefeuille de pays (2018), qui reposait sur cinq autres évaluations²⁹, formulait plusieurs recommandations, dont il a été tenu compte pendant l'élaboration du présent plan stratégique de pays provisoire (PSPP). Les plus importantes de ces recommandations sont les suivantes:

- privilégier une approche globale pour renforcer la résilience grâce à une série d'activités;
- accroître le recours aux transferts de type monétaire dans des contextes impliquant des réfugiés qui permettent de procurer des avantages multiples aux réfugiés et aux populations hôtes;
- intégrer les initiatives de renforcement des capacités dans les opérations du PAM, en fixant des valeurs de référence et des points de repères bien définis afin de mesurer les résultats;
- renforcer la programmation destinée à transformer les relations entre les sexes et tenant compte des questions de protection, en particulier dans les interventions d'urgence;
- améliorer la qualité et la portée des programmes nutritionnels, à commencer par les interventions nutritionnelles d'urgence et en mettant tout particulièrement l'accent sur la prévention de la malnutrition, et recourir à des activités de sensibilisation et à des partenariats pour lutter contre le retard de croissance et les carences en micronutriments;
- continuer à soutenir l'évolution de l'alimentation scolaire utilisant la production locale en lien avec les marchés locaux en Éthiopie;
- continuer à renforcer la programmation fondée sur des données factuelles issues des analyses de l'exécution des programmes et de l'utilisation des ressources afin de faciliter l'apprentissage au sein de l'institution et la définition de théories du changement précises;
- utiliser les capacités d'analyse du PAM pour appuyer les prises de décision du Gouvernement concernant les politiques et les programmes.

2.2 Potentialités pour le PAM

21. Le PAM a la possibilité d'adapter son rôle et son portefeuille d'activités afin d'accompagner l'évolution de l'Éthiopie vers l'obtention du statut de pays à revenu intermédiaire et la réalisation de l'ODD 2. Le PAM tirera parti de son avantage comparatif et de ses compétences spécialisées, de sa crédibilité en tant que partenaire de confiance auprès du Gouvernement et des donateurs, et de sa position unique dans le système des Nations Unies, à cheval entre les domaines de l'action humanitaire et du développement, et harmonisera ses activités avec les ODD.

²⁹ Les études récapitulées dans l'évaluation du portefeuille de pays étaient les suivantes: les évaluations des opérations concernant les interventions prolongées de secours et de redressement 200290 (menée en mai 2014) et 200700 (juin 2016); une évaluation du VIH/sida en milieu urbain de la nutrition et de la sécurité alimentaire en Éthiopie (juillet 2017); une évaluation de l'appui apporté par le PAM aux programmes internationaux McGovern-Dole d'assistance alimentaire au profit de l'éducation et de la nutrition infantile du Département de l'agriculture des États-Unis dans les régions Afar et Somali en Éthiopie 2013-2017 (mai 2018); et une évaluation de l'impact du programme de gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables (septembre 2012).

22. La stratégie nationale d'action globale en faveur des réfugiés pour 2018–2027 vise l'intégration socioéconomique progressive des réfugiés dans les communautés d'accueil, en donnant les moyens aux réfugiés de devenir des citoyens autonomes grâce à diverses formes d'interventions comme la fourniture d'accès à la terre, de cartes d'identité, de permis de résidence et de travail, de services bancaires, de permis de conduire, et l'enregistrement des faits d'état civil, notamment la naissance, le décès, le mariage et le divorce, directement auprès des autorités nationales.
23. Il est ressorti des consultations menées avec le Gouvernement, les donateurs et d'autres partenaires en 2017 et 2018, ainsi que des préférences des bénéficiaires exprimées à l'occasion du suivi post-distribution³⁰, qu'il était souhaité vivement que le PAM:
- maintienne le rôle opérationnel et d'appui d'importance capitale qu'il joue dans la fourniture de l'assistance alimentaire d'urgence, en adoptant des approches novatrices et en ayant davantage recours aux transferts de type monétaire, en coordination avec le groupe de travail chargé des espèces dirigé par le PAM;
 - apporte un soutien technique aux ministères afin de renforcer les chaînes et les systèmes d'approvisionnement alimentaire;
 - aide le Gouvernement à élargir le programme national d'alimentation scolaire et à en améliorer la qualité, en particulier l'alimentation scolaire utilisant la production locale;
 - apporte un soutien technique au Gouvernement aux niveaux fédéral et régional afin de renforcer les systèmes d'alerte rapide, de perfectionner les protocoles de ciblage et de faciliter la préparation aux situations d'urgence et la planification des interventions;
 - travaille en partenariat avec le Gouvernement, les donateurs, les autres organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) sur la conception, la mise en œuvre et l'intégration des interventions d'aide humanitaire, de développement et de consolidation de la paix;
 - joue un rôle de chef de file en montrant comment répondre aux besoins d'assistance alimentaire d'urgence et chroniques grâce à des filets de sécurité modulables dans les zones pastorales des basses terres; et
 - continue de dispenser des conseils sur les politiques aux gouvernements régionaux et au gouvernement fédéral, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), et de proposer des solutions novatrices pour répondre aux priorités en matière d'éducation, de nutrition et d'adaptation au changement climatique.

2.3 Réorientations stratégiques

24. Au cours de la mise en œuvre du PSPP (et au-delà), le PAM réorientera son action moyennant une réduction progressive de l'assistance de secours en faveur d'investissements dans la programmation axée sur la résilience et l'autosuffisance, en privilégiant l'amélioration des capacités des systèmes et acteurs nationaux à fournir une assistance de secours sans le soutien du PAM.
25. Pendant la durée du PSPP, et sur la base des possibilités recensées, le PAM élaborera et mettra en œuvre des programmes de "validation du principe" destinés à tester l'efficacité de modèles innovants, notamment eu égard au renforcement de la résilience des personnes vulnérables grâce à la prévention plus systématique de la malnutrition, à

³⁰ Les préférences sont celles exprimées par les hommes, les femmes, les filles et les garçons qui bénéficient du PFSAP, des programmes de nutrition, de secours et d'assistance aux réfugiés, et d'alimentation scolaire.

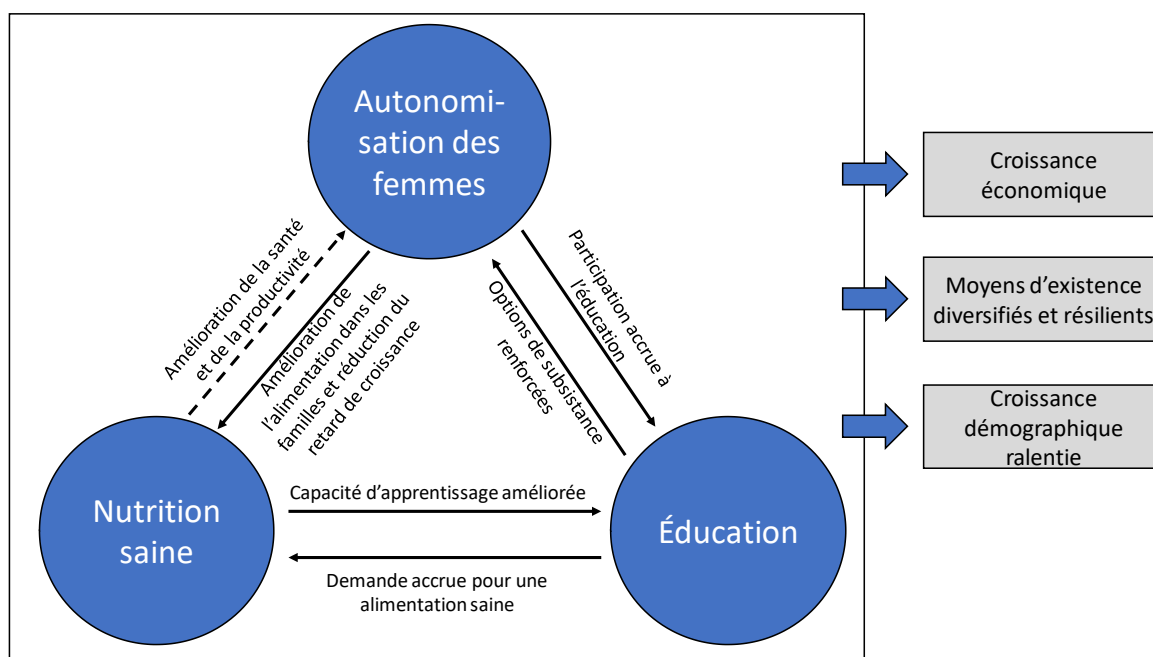
l'intégration plus poussée des programmes de protection sociale et de filets de sécurité (y compris les activités d'alimentation scolaire et de gestion des ressources naturelles) et surtout, à des activités visant à renforcer l'efficacité des programmes nationaux d'intervention d'urgence et axés sur la résilience. Pour ce qui est de l'adoption de modèles nationaux susceptibles d'être transposés à plus grande échelle, une attention particulière sera accordée à l'apprentissage et à l'élaboration de meilleures pratiques adaptées à des contextes spécifiques.

26. Les réorientations stratégiques pendant la mise en œuvre du PSPP seront les suivantes:
- recours accru aux transferts de type monétaire afin d'augmenter l'efficacité et la souplesse de l'assistance fournie par le PAM, de protéger la dignité des bénéficiaires et de favoriser les effets multiplicateurs bénéfiques;
 - meilleure intégration du programme et des interventions à vocation nutritionnelle dans la santé génésique des femmes et des adolescentes, la gestion intégrée des risques climatiques et le PFSAP;
 - place plus importante accordée à la fourniture d'assistance technique pour améliorer la qualité et l'efficacité des travaux publics et renforcer la participation des femmes au processus d'établissement des priorités pour sélectionner les types de travaux;
 - renforcement du suivi et de la documentation tenant compte de la problématique femmes-hommes, notamment recherche opérationnelle et analyse différenciée par sexe aux fins de la prise de décisions fondées sur des données factuelles et l'élaboration de modèles nationaux;
 - soutien accru à la production locale et à la commercialisation d'aliments complémentaires et enrichis;
 - accent plus marqué sur l'amélioration de l'information sur les marchés locaux afin de choisir en connaissance de cause les modalités de transfert et les systèmes d'intervention en cas de situation d'urgence; et
 - méthode de gestion en réseau plus rigoureuse appliquée aux services afférents aux chaînes d'approvisionnement, impliquant une interdépendance et une connectivité plus fortes avec les organisations partenaires, complétée par une assistance technique ciblée visant à renforcer les capacités des partenaires aux points de distribution des vivres.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

27. Le PAM poursuivra trois grands objectifs pendant la période couverte par le présent PSPP: assurer la continuité pour ce qui est de répondre aux besoins des populations vulnérables dans les situations d'urgence et en matière de nutrition et de résilience; jeter les bases nécessaires pour une transition vers une stratégie plus ambitieuse visant à aider le Gouvernement à formuler des politiques favorables à la réalisation de l'ODD 2; et renforcer les institutions et les systèmes afin de leur permettre d'atteindre de manière efficace et efficiente les objectifs de ces politiques. Le PAM s'emploiera à appuyer les grandes priorités du Gouvernement énoncées dans le deuxième plan de croissance et de transformation, la stratégie nationale en matière de protection sociale, le programme national de nutrition, la politique de gestion des risques de catastrophe et l'initiative pour une économie verte résiliente face au climat.
28. Les aspects liés à l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes, la nutrition et l'éducation seront intégrés dans toutes les activités, l'objectif étant de favoriser des impacts accrus et durables sur le développement, comme le montre la figure 1.

Figure 1: Relations entre l'autonomisation des femmes, l'éducation et une nutrition saine

29. Concrètement, cette approche consistera notamment à :

- aider le Gouvernement à reproduire et transposer à plus grande échelle le programme national d'alimentation scolaire, en s'approvisionnant si possible auprès des organisations locales d'agriculteurs qui favorisent l'égalité des genres;
- aider le Gouvernement à améliorer son PFSAP rural et urbain comme principale plateforme permettant d'assurer une protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes;
- contribuer à accroître la couverture des programmes de gestion intégrée de la malnutrition aiguë en y associant des services qui traitent la malnutrition aiguë modérée et la malnutrition aiguë sévère dans le cadre du système de santé; et
- renforcer les capacités du Gouvernement en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise tenant compte de la problématique femmes-hommes, y compris grâce à une gestion améliorée et efficiente de la chaîne d'approvisionnement générant des économies importantes ce qui permettra d'assurer une couverture plus large et la pérennisation des programmes.

30. Le PAM continuera de centrer son action sur les zones géographiques où la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition est la plus forte. Le soutien à l'élaboration des politiques et au renforcement des capacités à l'intention des institutions et des systèmes sera assuré aux niveaux fédéral et régional où le PAM intervient.

31. L'égalité des genres, la protection, le respect des normes du PAM en matière de responsabilité à l'égard des populations touchées et la sauvegarde des bénéficiaires seront des thèmes transversaux tout au long de la mise en œuvre du PSPP, en particulier pour ce qui concerne le ciblage, les mécanismes de réclamation et de remontée de l'information au niveau des communautés, et le suivi des effets directs. Le bureau de pays continuera d'appliquer son plan d'action concernant la problématique femmes-hommes pour 2017-2020, et pendant la mise en œuvre du PSPP conduira une analyse approfondie de la problématique femmes-hommes destinée à éclairer la conception du plan stratégique de pays (PSP) suivant. La mise en œuvre de ce plan d'action suppose de déterminer les besoins pratiques et stratégiques des femmes, mais aussi d'investir à long terme afin non seulement

d'améliorer la situation actuelle des femmes mais aussi la position qu'elles occupent dans la société en redéfinissant les normes régissant les relations entre les sexes de façon à améliorer si possible l'équité entre les femmes et les hommes, en particulier dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que les postes de responsabilités.

32. Dans l'ensemble de ses propres opérations et dans son action auprès du Gouvernement, le PAM favorisera l'abandon progressif des interventions d'urgence au profit des activités d'atténuation et de préparation, conformément à sa stratégie institutionnelle et aux priorités politiques du Gouvernement. Les besoins d'aide humanitaire et de développement coexistent souvent dans les zones d'intervention du PAM et appellent des actions complémentaires. Comme il intervient à la fois sur le front humanitaire et sur celui du développement, le PAM restera un fervent défenseur d'une cohérence accrue entre les deux domaines d'action, qui certes sont complémentaires mais diffèrent du point de vue des interlocuteurs, des difficultés et des stratégies. Le PAM favorisera l'engagement durable des intervenants humanitaires et des acteurs du développement en réduisant la vulnérabilité face aux crises humanitaires et en renforçant la résilience face aux chocs répétés. Il encouragera à adopter une démarche pluridimensionnelle dans ses propres activités et avec ses partenaires, y compris les pouvoirs publics, pour atteindre les cibles des ODD et préserver les acquis du développement.
33. Le PSPP s'articule autour de cinq effets directs stratégiques interdépendants qui contribuent à l'obtention des résultats stratégiques du PAM liés aux ODD 2 et 17:
- L'effet direct stratégique 1 est lié à la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence.
 - L'effet direct stratégique 2 est lié au renforcement de la résilience et à la protection sociale et filets de sécurité.
 - L'effet direct stratégique 3 est lié à la lutte contre la malnutrition chronique et la dénutrition.
 - L'effet direct stratégique 4 est lié au renforcement des capacités.
 - L'effet direct stratégique 5 est lié au renforcement des partenariats mondiaux.

Les effets directs contribuent aussi à tous les volets de résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2016–2020.

34. Il existe de solides synergies entre les effets directs stratégiques 1 et 2 dans la mesure où ils utilisent tous les deux le PFSAP comme plateforme d'exécution; les effets directs stratégiques 1, 2 et 3, en ce qui concerne la lutte contre la malnutrition et sa prévention et la promotion de l'autonomisation des femmes; et l'effet direct stratégique 4 et tous les autres effets directs stratégiques pour ce qui est d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre du programme national. Le PAM s'emploiera à assurer la convergence des programmes afin d'obtenir plus rapidement de meilleurs résultats.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les réfugiés et les populations touchées par une crise dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels tout au long de l'année

35. Le PAM veillera à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels à court terme de deux grands groupes cibles: les réfugiés et, dans une certaine mesure, les populations d'accueil; et les personnes exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, notamment celles touchées par des crises de sécurité alimentaire liées au climat ou provoquées par les conflits.

36. Réfugiés et populations d'accueil:

- Les réfugiés vivant dans des camps sont tributaires de l'assistance alimentaire pour couvrir leurs besoins alimentaires quotidiens.
- Les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes dans les camps de réfugiés bénéficieront d'une supplémentation alimentaire généralisée et recevront à ce titre des aliments nutritifs spécialisés et participeront à des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de satisfaire leurs besoins nutritionnels et prévenir la malnutrition. Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe souffrant de malnutrition aiguë modérée bénéficieront d'une supplémentation alimentaire ciblée qui les aide à récupérer leur état nutritionnel.
- Les enfants d'âge scolaire dans les camps de réfugiés ont besoin d'un repas quotidien enrichi à l'école qui répond à leurs besoins nutritionnels et leur permet de se concentrer et d'apprendre.
- Les ménages de réfugiés et des communautés d'accueil ont besoin d'un appui pour être en mesure de participer aux activités de diversification des moyens d'existence conformément à la stratégie du Gouvernement visant à accroître l'autosuffisance des réfugiés et des communautés d'accueil.

37. Populations touchées par une crise:

- Les personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire touchées par la sécheresse, des inondations ou des déplacements provoqués par un conflit ont besoin d'une assistance alimentaire en nature ou de type monétaire non assortie de conditions pour subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels; les personnes handicapées et les autres groupes particulièrement vulnérables doivent accéder de manière équitable à l'assistance.
- Les participants aux travaux publics importants réalisés au titre du PFSAP reçoivent une assistance alimentaire mensuelle pendant six mois. Toutefois, s'ils sont touchés par une crise aiguë, ils peuvent demander une assistance alimentaire supplémentaire en tant que "bénéficiaires à titre temporaire d'un PFSAP".
- Les enfants d'âge scolaire dans des situations d'urgence ont besoin de repas scolaires pour éviter d'être retirés de l'école.
- Les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée dans des *woredas* (districts) classés dans la catégorie des "secteurs critiques" reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui facilitent la récupération nutritionnelle.

Domaines d'action privilégiés

38. Cet effet direct stratégique est centré sur les interventions face à une crise.

Produits escomptés

39. Huit produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les réfugiés reçoivent une assistance alimentaire en nature et de type monétaire qui couvre leurs besoins alimentaires essentiels (lié à l'ODD 3).

- Au sein de la population de réfugiés, les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe souffrant de malnutrition aiguë modérée, reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient de conseils destinés à faciliter leur récupération nutritionnelle (lié à l'ODD 3).
- Au sein de la population de réfugiés, les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de prévenir la malnutrition (lié à l'ODD 3).
- Les écoliers du primaire réfugiés reçoivent un repas quotidien enrichi à l'école, qui contribue à leurs besoins nutritionnels essentiels et améliore leur assiduité (lié à l'ODD 4).
- Les populations de réfugiés et celles des communautés d'accueil reçoivent un appui aux moyens d'existence (lié aux ODD 5 et 10).
- Les personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire touchées par une crise et les bénéficiaires à titre temporaire³¹ du PFSAP reçoivent une assistance alimentaire en nature ou de type monétaire non assortie de conditions qui couvre leurs besoins alimentaires essentiels (lié aux ODD 6, 13 et 15).
- Les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui facilitent la récupération nutritionnelle (lié à l'ODD 3).
- Les écoliers du primaire touchés par une crise reçoivent un repas quotidien qui favorise l'assiduité et améliore les résultats en matière d'apprentissage (lié à l'ODD 4).

Activités essentielles

Activité 1: Fournir une assistance alimentaire de type monétaire et en nature non assortie de conditions, un appui aux moyens d'existence et une alimentation scolaire d'urgence aux personnes touchées par une crise

40. Le PAM s'emploiera avec les gouvernements régionaux à adapter les méthodes de ciblage aux conditions qui règnent dans les zones pastorales des basses terres (effet direct stratégique 4); intégrer la problématique femmes-hommes dans la planification et les interventions d'urgence; renforcer la responsabilité à l'égard des populations touchées; et contribuer à une meilleure intégration des interventions d'urgence en matière de nutrition et d'éducation, y compris la fourniture de repas scolaires quotidiens enrichis, dans les programmes de santé et ceux concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène (effet direct stratégique 3). Si possible, le PAM facilitera également la mise en place de dispositifs qui permettront aux populations touchées par une situation d'urgence, en particulier les femmes, d'accéder à des programmes de renforcement de la résilience ou de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes (effet direct stratégique 2). Le PAM collaborera avec les marchés de détail et aura davantage recours aux transferts de type monétaire, sur la base des analyses participatives de la problématique femmes-hommes et dans le but de rendre autonomes les diverses populations, ce qui permettra de réduire les risques et de réaliser des gains d'efficacité.

³¹ Par bénéficiaires à titre temporaire d'un PFSAP, on entend les principaux bénéficiaires du PFSAP qui ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires au cours d'une année donnée en raison de la survenue d'un choc. Dans le cadre d'un accord conclu entre le Gouvernement et le PAM, ces bénéficiaires reçoivent aussi les secours du PAM.

Activité 2: Fournir un soutien nutritionnel et un traitement de la malnutrition aiguë modérée aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes, ainsi qu'aux personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe touchés par une crise

41. Le PAM appuiera la mise en œuvre complète des programmes et plans de gestion intégrée de la malnutrition aiguë, en collaboration avec les partenaires comme le Ministère de la santé, l'UNICEF et les organisations non gouvernementales (ONG), afin d'accroître de 140 à 300 le nombre de *woredas* où la gestion intégrée de la malnutrition aiguë est disponible. Dans les zones où la gestion intégrée de la malnutrition aiguë est incorporée au système sanitaire local, le programme de supplémentation alimentaire ciblée du PAM assurera un dépistage nutritionnel mensuel afin de recenser les personnes souffrant de malnutrition aiguë modérée et de les faire bénéficier de programmes de traitement, d'aliments nutritifs spécialisés, de conseils nutritionnels et de contrôles mensuels pour suivre les progrès accomplis. Ces activités seront accompagnées de la mobilisation des communautés et de communications visant à faire évoluer la société et les comportements afin de promouvoir des pratiques appropriées d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants ainsi que l'adhésion des hommes à ces pratiques.

Activité 3: Fournir une assistance alimentaire de type monétaire et en nature non assortie de conditions, une alimentation scolaire et un soutien nutritionnel en faveur des réfugiés ainsi qu'un appui aux moyens d'existence des réfugiés et des populations d'accueil

42. En collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF et l'Administration éthiopienne chargée des réfugiés et des rapatriés, le PAM fournira un appui à la prévention et au traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et autres réfugiés vulnérables sur le plan nutritionnel ayant des besoins nutritionnels spéciaux, comme les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe, y compris des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et adaptées aux besoins différents selon les tranches d'âges et le sexe. Le PAM adaptera son soutien et ses modalités afin de tirer parti des possibilités offertes par la mise en œuvre de la stratégie nationale d'intervention globale en faveur des réfugiés, et s'attachera à promouvoir les interventions menées au niveau des exploitations, qui pourraient inclure des cultures résistantes à la sécheresse et autres activités agricoles; ainsi que les emplois non agricoles, en particulier pour les femmes et les jeunes, qui ont de nombreuses retombées bénéfiques, comme par exemple l'amélioration des revenus et de la nutrition, la réduction du déboisement et de la dégradation des terres, complétées par des mesures favorisant l'inclusion financière, notamment l'amélioration de l'accès des femmes aux services financiers.

Effet direct stratégique 2: Les populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels et de se doter de moyens d'existence résilients face au climat

43. Le PAM appuiera essentiellement les programmes de protection sociale et les filets de sécurité tenant compte de la problématique femmes-hommes. Cet effet direct cible trois groupes:
 - les enfants dans les écoles primaires ciblées qui ont besoin d'un repas à l'école pour subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels et améliorer leur assiduité et capacité de concentration;
 - les petits exploitants et les éleveurs vulnérables face au climat qui ont besoin d'assistance alimentaire pour participer aux activités de création d'actifs axées sur la résilience, notamment la gestion du sol et de l'eau, et d'accès au crédit et à la micro-assurance, pour améliorer durablement leur résilience; et

- les personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique dans les zones rurales et urbaines qui ont besoin d'assistance alimentaire pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

Domaines d'action privilégiés

44. Cet effet direct stratégique est centré sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

45. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les écoliers ciblés bénéficient de programmes d'alimentation scolaire tenant compte de la nutrition (traditionnels ou utilisant la production locale), y compris des rations à emporter, qui permettront de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (résultat stratégique 1) et d'augmenter les taux de scolarisation et de fréquentation (ODD 3, 4 et 5).
- Les personnes vulnérables bénéficient du renforcement des capacités des institutions gouvernementales à intensifier les programmes d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle.
- Les petits exploitants et les éleveurs vulnérables face aux chocs climatiques et les petites agricultrices en situation d'insécurité alimentaire qui bénéficient du projet d'autonomisation économique des femmes rurales³² reçoivent un soutien technique et ont accès à des services de micro-assurance, de crédit et d'épargne afin de protéger leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence face aux chocs (ODD 5, 6, 10 et 13).
- Les ménages en situation d'insécurité alimentaire vulnérables face aux chocs climatiques et vivant dans des zones dégradées reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions pour participer à des activités de gestion améliorée des ressources naturelles qui appuient les moyens d'existence et réduisent les risques de catastrophes (ODD 5, 6, 10 et 13).
- Les personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique (principaux bénéficiaires du PFSAP), y compris les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe, reçoivent une assistance alimentaire assortie ou non de conditions pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

Activités essentielles

Activité 4: Fournir une alimentation sûre et fiable aux écoliers du primaire et aider les ministères de l'éducation et de l'agriculture à transposer à plus grande échelle les programmes d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle

46. Le PAM aura recours à trois modalités de transfert: assistance alimentaire en nature; transferts de type monétaire en faveur des bureaux régionaux de l'éducation à utiliser pour l'achat de produits alimentaires destinés au programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale; et renforcement des capacités. Le développement à grande échelle du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale de sorte à couvrir l'ensemble du territoire d'ici à 2030 fait partie intégrante du programme national de nutrition et permettra de créer des liens avec les interventions qui viennent en aide aux petits exploitants et aux organisations d'agriculteurs, en privilégiant l'autonomisation des agricultrices grâce à un meilleur accès au marché et à des possibilités d'emploi. Les repas

³² L'intervention d'autonomisation économique des femmes rurales vise à permettre aux femmes rurales d'accéder plus rapidement à un soutien financier en faveur d'activités génératrices de revenus, à la reconnaissance officielle de leurs entreprises et à la formation pour acquérir des compétences de gestion d'entreprise et des techniques agricoles.

scolaires facilitent l'accès des filles à l'éducation et contribuent à leur maintien à l'école, ce qui a de nombreuses retombées bénéfiques, y compris l'amélioration des résultats en matière d'instruction et de nutrition moyennant un meilleur accès aux éléments nutritifs, et la réduction des mariages et des grossesses précoces, offrant ainsi de meilleures options de subsistance aux femmes et donc de meilleures perspectives de développement aux femmes, à leurs enfants et à leur communauté. Le PAM aidera également le Ministère de l'éducation à promouvoir la stratégie nationale d'alimentation scolaire et à mettre en œuvre son programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale, y compris par le biais d'activités concernant le développement des capacités et la sécurité sanitaire des aliments menées avec des petits exploitants et des coopératives.

Activité 5: Fournir une assistance alimentaire assortie de conditions aux ménages en situation d'insécurité alimentaire chronique, offrir des solutions pour la gestion des risques de catastrophe, assurer l'autonomisation économique des femmes et apporter un soutien technique au Gouvernement pour la mise en œuvre du PFSAP

47. Le PAM apportera un soutien assorti de conditions aux principaux bénéficiaires du PFSAP dans le cadre du PFSAP du Gouvernement. Les participants aux projets de travaux publics recevront une assistance alimentaire en nature ou de type monétaire. De plus, le PAM fournira une assurance contre la sécheresse fondée sur les images satellite à des petits producteurs de cultures vivrières et des petits éleveurs par le biais du dispositif d'assurance pour la création d'actifs, en vue de renforcer leur résilience face aux chocs climatiques grâce à la micro-assurance, à des dispositifs de microcrédit et à la diversification des moyens d'existence. Le soutien technique des petits exploitants et des éleveurs, en particulier les femmes, comprend notamment des activités de formation visant à favoriser l'accès à l'assurance contre les intempéries et à en comprendre les modes d'utilisation, ou portant sur l'alphabétisation et l'acquisition de compétences de gestion d'entreprises, la création d'entreprises et les économies de marché. Le PAM étudie des innovations technologiques pour améliorer la création d'actifs, comme par exemple l'utilisation de drones pour la cartographie numérique du terrain en coordination avec les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies. Les considérations liées à l'égalité des genres ont été intégrées dans toutes les activités; par exemple, les conditions à remplir en matière de travail pour bénéficier des activités assurance pour la création d'actifs seront moins strictes pour les ménages dirigés par une femme. Le PAM favorisera les liens avec les activités de nutrition et d'autonomisation des femmes menées au titre du PFSAP en accordant aux femmes davantage de responsabilités et de pouvoir de décision dans le programme. Le PAM aidera aussi le Gouvernement à améliorer la qualité des travaux publics, en particulier les actifs de gestion du sol et de l'eau qui permettent aux bénéficiaires du PFSAP de devenir autonomes. Le PAM renforcera l'accent mis sur les actifs et les compétences qui sont appropriés dans les contextes urbains, comme par exemple les habitats durables à faible coût et les infrastructures de gestion des déchets solides et fluides.

Effet direct stratégique 3: Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel vivant dans les zones ciblées reçoivent un soutien destiné à prévenir toutes les formes de dénutrition

48. Cet effet direct stratégique complète le travail mené sans relâche pour traiter la malnutrition par des interventions visant à prévenir toutes les formes de malnutrition.

Domaines d'action privilégiés

49. Cet effet direct stratégique s'attaque aux causes profondes.

Produits escomptés

50. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes, y compris celles touchées par le VIH, dans les zones ciblées reçoivent un soutien sous forme de transferts de type monétaire ou d'aliments nutritifs spécialisés assortis de restrictions.
- Les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel dans les zones ciblées³³, y compris celles touchées par le VIH, reçoivent un soutien sous forme d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, qui contribuent aux efforts déployés au niveau national pour réduire les retards de croissance et prévenir la dénutrition.
- Les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de l'amélioration des capacités du Gouvernement à concevoir et mettre en œuvre les politiques nutritionnelles nationales visant à prévenir toutes les formes de dénutrition (lié aux ODD 3 et 4).

Activités essentielles

Activité 6: Assurer des transferts de type monétaire en faveur des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des enfants âgés de 6 à 23 mois, accompagnés d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, d'une formation à l'intention des vulgarisateurs et du renforcement des capacités du Gouvernement, en vue de contribuer aux initiatives nationales de réduction du retard de croissance et de prévention de la dénutrition

51. Le PAM apportera un soutien au Ministère de la santé et à d'autres ministères dans la prévention de la dénutrition en s'attaquant à ses causes profondes, comme par exemple, l'absence de diversité alimentaire, les pratiques courantes en matière d'alimentation et de soins des nourrissons ainsi que les inégalités de genre. Des activités améliorées et novatrices en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et s'adressant à des femmes, des hommes, des filles et des garçons différents seront assurées dans l'ensemble du portefeuille d'activités et comporteront des messages sur la nutrition, l'alimentation et les soins des enfants, l'égalité des genres et le VIH. Le programme fournira non plus des transferts alimentaires en nature mais des transferts de type monétaire assortis ou non de restrictions, selon qu'il conviendra, compte tenu d'analyses participatives et différenciées par sexe et par âge, ainsi qu'une assistance technique destinée à la production locale et la commercialisation d'aliments complémentaires. Les filles et les femmes enceintes ainsi que leurs partenaires seront encouragés à faire un test de dépistage du VIH, y compris par le biais de la collaboration du PAM avec les parents et responsables communautaires de sexe masculin; les filles et les femmes enceintes séropositives seront orientées vers des services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant. Des synergies solides seront recherchées moyennant la convergence des programmes comme la prévention du retard de croissance et la supplémentation alimentaire ciblée, la prise en compte de la dimension nutritionnelle dans les filets de sécurité existants, comme le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale, le PFSAP et les services de santé génésique, et les travaux sur l'autonomisation des femmes et le développement communautaire équitable et durable, menés en collaboration avec l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et ONU-Femmes. Les décisions relatives à la transposition des activités à l'échelle

³³ Les populations vulnérables visées dans le cadre de ce produit sont notamment les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes touchées par le VIH qui souffrent de malnutrition aiguë modérée et sont ciblées pour bénéficier d'un traitement au titre de l'effet direct stratégique 1.

nationale seront fondées sur la recherche et la documentation opérationnelles, notamment des analyses systématiques ventilées par sexe et par âge.

Effet direct stratégique 4: Les institutions gouvernementales et le secteur privé bénéficient du renforcement des capacités dans le domaine des systèmes d'alerte rapide et de préparation aux situations d'urgence, de la conception et de la mise en œuvre de programmes de filets de sécurité et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement

52. Le renforcement des capacités du Gouvernement est essentiel pour améliorer la qualité et l'intégration des programmes, notamment en ce qui concerne les filets de sécurité à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique femmes-hommes, et l'autonomisation des jeunes et des femmes. La fiabilité, l'efficacité et, finalement, la couverture de l'assistance aux populations vulnérables ne pourront être assurées que si les capacités et la gestion de la chaîne d'approvisionnement sont considérablement améliorées.

Domaines d'action privilégiés

53. Cet effet direct stratégique est centré sur les interventions face à une crise.

Produits escomptés

54. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique bénéficient de l'amélioration de la capacité du Gouvernement à concevoir, examiner et mettre en œuvre des filets de sécurité tenant compte de la problématique femmes-hommes, y compris le PFSAP, et reçoivent en conséquence l'assistance et les services adéquats (ODD 3, 4, 5, 6, 10 et 13).
- Les personnes vulnérables bénéficient de la gestion efficace et coordonnée de la chaîne d'approvisionnement par le Gouvernement et le secteur privé, qui leur permet de recevoir une assistance adéquate en temps voulu (ODD 3, 4 et 10).
- Les personnes touchées par une crise bénéficient de systèmes nationaux d'alerte rapide et de préparation aux situations d'urgence renforcés, qui permettent de lancer rapidement l'action humanitaire (ODD 13).

Activités essentielles

Activité 7: Assurer des services techniques et de conseil au Gouvernement et au secteur privé afin de renforcer les plateformes d'exécution et les dispositifs nationaux, notamment les systèmes d'alerte rapide et de préparation aux situations d'urgence, la gestion du programme de filets de sécurité et la gestion de la chaîne d'approvisionnement

55. En collaboration avec la FAO, le FIDA, la Banque mondiale et d'autres acteurs, le PAM renforcera les capacités nationales dans les domaines suivants: systèmes d'alerte rapide, préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise, planification d'urgence et financement fondé sur les prévisions, conception et mise en œuvre de programmes de filets de sécurité réactifs face aux chocs, et gestion de la chaîne d'approvisionnement. La problématique femmes-hommes sera intégrée dans toutes les activités. En s'appuyant sur l'expérience acquise dans le cadre du PFSAP et du projet de plan en faveur de l'action humanitaire et de la résilience face aux catastrophes mené à titre pilote dans la région Somali, le PAM prévoit que l'amélioration des capacités aidera le Gouvernement à utiliser le PFSAP pour fournir une assistance alimentaire d'urgence en nature et sous forme de transferts de type monétaire. Le PAM aidera les ministères des finances et de la coopération économique et de l'agriculture à recourir à plus grande échelle aux modalités de transfert monétaire par téléphone portable dans le cadre du PFSAP, en coopérant avec des prestataires de services financiers et en renforçant les systèmes informatiques pour

enregistrer les bénéficiaires du PFSAP, comme par exemple la plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE). Afin d'énoncer clairement les attentes et suivre les progrès, le PAM établira des valeurs de référence pour ses travaux de renforcement des capacités.

Effet direct stratégique 5: Le Gouvernement et les partenaires de l'action humanitaire et du développement en Éthiopie ont accès à des services logistiques efficaces et économiques dont ils tirent avantage, s'agissant notamment de transport aérien, de plateformes de coordination communes et de chaînes d'approvisionnement améliorées

56. L'Éthiopie a besoin d'une assistance humanitaire et d'un appui au développement considérables de la part de ses partenaires. Les services de logistique et de chaîne d'approvisionnement du PAM contribuent à assurer qu'un tel soutien peut être fourni de manière efficace et efficiente.

Domaines d'action privilégiés

57. Cet effet direct stratégique est centré sur les interventions face à une crise.

Produits escomptés

58. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les personnes vulnérables bénéficient des services aériens assurés de manière sûre et en temps voulu par le PAM au Gouvernement et aux partenaires qui fournissent une assistance humanitaire.
- Les personnes vulnérables bénéficient des services de transport de marchandises légères assurés de manière sûre et en temps voulu par le PAM au Gouvernement et aux partenaires qui fournissent une assistance humanitaire.
- Les personnes vulnérables bénéficient des services d'évacuation pour des raisons médicales ou de sécurité assurés par le PAM aux partenaires humanitaires qui fournissent une assistance humanitaire.
- Les personnes vulnérables bénéficient des services communs assurés par le PAM aux partenaires humanitaires qui fournissent une assistance humanitaire.

Activités essentielles

Activité 8: Assurer des services relatifs au transport aérien au Gouvernement et aux partenaires humanitaires

59. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies assureront des services de transport au profit du Gouvernement et des partenaires et auront recours aux innovations dans ce secteur (conformément à l'ODD 17), y compris les nouvelles technologies comme les véhicules aériens sans pilote. Les services prévus comprendront le transport de marchandises légères, les ponts aériens, la remise en état des pistes d'atterrissage et toute autre activité liée au transport aérien humanitaire qui pourrait être demandée. Par le biais des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, le PAM continuera aussi à assurer des services d'évacuation pour des raisons médicales ou de sécurité à la communauté humanitaire. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies permettront aux acteurs humanitaires en Éthiopie de fournir une assistance de qualité et en temps utile aux personnes vulnérables difficiles à atteindre.

Activité 9: Assurer des services relatifs à la chaîne d'approvisionnement au Gouvernement et aux partenaires humanitaires

60. Tout en maintenant une chaîne d'approvisionnement souple et efficace afin de garantir la capacité d'intervention nécessaire en cas de crise au niveau national ou régional, le PAM

appliquera de plus en plus aux services afférents aux chaînes d'approvisionnement une méthode de gestion en réseau.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

61. Compte tenu du caractère imprévisible de l'arrivée des réfugiés et des risques de catastrophes liées au climat et au conflit, le PAM maintiendra sa capacité à fournir une assistance d'urgence de grande ampleur. Afin qu'une telle assistance devienne moins nécessaire, le PAM s'emploiera à réduire le risque que des personnes aient besoin d'aide grâce à des activités comme la prévention de la malnutrition et le renforcement de la résilience; et à accroître la capacité des personnes en situation d'insécurité alimentaire à améliorer leurs moyens d'existence et à devenir autosuffisantes, tout en favorisant l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et en assurant une participation équitable et constructive des hommes et des femmes dans toutes les activités. Parallèlement, le PAM aidera le Gouvernement à travailler de manière plus efficace et utiliser les gains d'efficacité réalisés pour fournir une assistance à une plus grande proportion de personnes dans le besoin, et à gérer les interventions d'urgence et les programmes axés sur la résilience et les moyens d'existence selon des modalités intégrées, efficaces et efficaces. Dans l'ensemble du cycle du programme, le PAM recherchera la participation de différents groupes de bénéficiaires et de parties prenantes afin d'améliorer la conception et l'exécution du programme.
62. Compte tenu de la courte durée du PSPP (18 mois), outre la continuité des activités principales qui devra être assurée, une place importante sera accordée à l'élaboration et la mise à l'essai de modèles ainsi qu'à la réalisation d'études aux fins de la validation du principe qui serviront de base à la reproduction à grande échelle pendant la mise en œuvre du PSP suivant, quand le PAM prévoit d'axer davantage son action sur la productivité des petits exploitants et les systèmes alimentaires durables tout en renforçant les capacités du gouvernement fédéral et des gouvernements régionaux, du secteur privé, de la société civile et des communautés.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ						
Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1	284 977	321 355	1 402 201	1 346 747	3 355 280
	2	789 192	889 940	1 564 803	0	3 243 935
	3	65 399	73 747	321 790	309 064	770 000
2	4	172 877	170 923	0	0	343 800
	5	52 744	59 477	259 521	249 258	621 000**
3	6	34 715	39 146	334 864	0	408 725
Total, hors chevauchement*		1 195 025	1 323 706	3 469 966	1 893 060	7 881 756

* Ces chiffres hors chevauchement sont obtenus en déduisant les 25 pour cent de bénéficiaires des activités nutritionnelles qui bénéficient aussi d'activités de secours et du PFSAP, ainsi que les 50 000 bénéficiaires qui bénéficient à la fois du PFSAP et de l'assurance indexée fondée sur les images satellite destinée aux éleveurs en Éthiopie.

** Ce chiffre comprend 210 000 petits producteurs de cultures vivrières et petits éleveurs couverts par le programme d'assurance.

63. Critères de ciblage:

- *Activité 1.* Les personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire touchées par des chocs naturels ou des déplacements provoqués par un conflit, les bénéficiaires à titre temporaire d'un PFSAP et les écoliers dans des situations d'urgence sont ciblés en fonction de l'analyse des "secteurs critiques" du plan d'action humanitaire et d'intervention en cas de catastrophe. Couverture géographique prévue: régions Somali et Oromia³⁴.
- *Activité 2.* Les bénéficiaires sont les adultes et les enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée dans les *woredas* classées comme "secteurs critiques" lors de l'établissement des priorités effectué tous les six mois. Leur nombre est calculé d'après les évaluations saisonnières de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Couverture géographique prévue: région Somali, région des nations, nationalités et peuples du Sud, régions Oromia, Tigray, Amhara et Afar.
- *Activité 3.* Les réfugiés dans les 26 camps établis en Éthiopie bénéficieront d'un soutien en fonction de leurs besoins alimentaires et nutritionnels. Les réfugiés et les ménages des populations d'accueil seront ciblés sur la base de leur capacité à améliorer sensiblement leurs moyens d'existence au cours du PSPP. Couverture géographique prévue: les 26 camps de réfugiés répartis dans tout le pays.
- *Activité 4.* Le ciblage de zones géographiques et de populations spécifiques sera guidé par un indice de "secteur critique" fondé sur un taux de scolarisation faible, le manque d'égalité des genres et une situation d'insécurité alimentaire chronique, et établi par la commission nationale de gestion des risques de catastrophe. Couverture géographique prévue: région Somali, région des nations, nationalités et peuples du Sud et région Oromia; bureaux fédéraux et régionaux de l'éducation.
- *Activité 5.* Les bénéficiaires seront sélectionnés parmi les bénéficiaires du PFSAP en situation d'insécurité alimentaire chronique susceptibles d'améliorer leur résilience et leurs moyens d'existence et les ménages ne bénéficiant pas du PFSAP présentant les mêmes caractéristiques. Couverture géographique prévue: régions Somali, Tigray, Afar et Amhara.
- *Activité 6.* Le ciblage sera géographique et reposera sur la vulnérabilité nutritionnelle définie à partir d'une analyse des secteurs critiques et sur les critères de ciblage du PFSAP. Couverture géographique prévue: région Amhara.
- *Activité 7.* Les institutions gouvernementales aux niveaux fédéral et régional intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire, du développement agricole, des systèmes d'alerte rapide et préparation aux situations d'urgence ainsi que des chaînes d'approvisionnement nationales seront ciblées. Les acteurs du secteur privé engloberont les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et les producteurs de produits alimentaires, y compris d'aliments enrichis. Couverture géographique prévue: institutions gouvernementales aux niveaux fédéral et régional dans tout le pays.

64. Les bénéficiaires seront enregistrés à l'aide de la plateforme SCOPE, qui sera mise en place progressivement, sous réserve de la coopération nécessaire des autorités fédérales et régionales.

³⁴ L'assistance dans la région Oromia est subordonnée à la nécessité de fournir une assistance dans Ouest et Est Hararghe au-delà de décembre 2018.

65. Le bureau de pays appliquera la politique environnementale du PAM, en tenant compte de l'impact environnemental de ses activités et en tirant parti des possibilités de programmation durable et écologiquement responsable. Des normes environnementales seront appliquées lors de la conception des activités, notamment pour les projets de gestion des risques climatiques et de travaux publics dans le cadre du PFSAP. La gestion des risques de sécheresse portera sur des activités de gestion durable des terres et de réduction des risques de catastrophe, et on envisagera d'inclure des variétés résistantes à la sécheresse dans les menus des cantines scolaires utilisant la production locale. Des investissements dans les moyens d'existence privilégiant l'efficacité énergétique et la gestion durable des terres sont prévus, notamment dans le cadre des activités en faveur des réfugiés, des communautés d'accueil et des repas scolaires. Le PAM tiendra compte du temps de cuisson lorsqu'il sélectionnera les aliments.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ							
	Effet direct stratégique 2					Effet direct stratégique 3	
	Activité 4		Activité 5			Activité 6	
	Alimentation scolaire – sur place	Alimentation scolaire – rations à emporter	Initiative en faveur de la résilience des communautés rurales	Assurance indexée/ images satellite pour éleveurs	Principaux bénéficiaires PFSAP - rural	Prévention du retard de croissance – enfants de 6 à 23 mois	Prévention du retard de croissance – filles et femmes enceintes et allaitantes
	Produits alimentaires et transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires et transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires
Céréales	120	12,5			500		
Légumes secs	35						
Huile	11						
Sel							
Sucre							
SuperCereal	120						
SuperCereal Plus							200
Aliments composés (Plumpy'Sup)							
Aliments composés (Plumpy'Doz)						50	
Biscuits à haute teneur énergétique							
Total kcal/jour	1 074	44			1 695	247	787
% kcal d'origine protéique	15,1	13,3	n/d	n/d	13,3	10	16,6
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,9		18	75	0,40	14,3	14,3
Nombre de jours d'alimentation par an	176, 106 et 70 pour les produits alimentaires; 176 pour les transferts de type monétaire	3	1	1	180 pour les produits alimentaires; 90 pour les transferts de type monétaire	360	360

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	504 705	104 826 944
Légumes secs	48 943	19 937 859
Huiles et matières grasses	22 106	19 403 032
Aliments composés et mélanges	114 780	111 508 871
Autres	9 310	3 413 103
Total (produits alimentaires)	699 843	259 089 809
Transferts de type monétaire		224 857 167
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	699 843	483 946 975

66. Le PAM aura si possible davantage recours aux transferts de type monétaire afin de favoriser la souplesse et la diversité de l'alimentation, de protéger la dignité des bénéficiaires et d'accroître l'efficacité et l'efficacé. L'utilisation de transferts alimentaires ou de type monétaire sera guidée par le plan national d'exécution intégrant vivres et espèces, ainsi que par des évaluations et des examens de la faisabilité des transferts de type monétaire, tenant compte de la protection et de la problématique femmes-hommes.
67. Pour ce qui concerne les réfugiés, il est prévu d'intensifier les transferts de type monétaire, conformément à la mise en œuvre de la stratégie nationale d'action globale en faveur des réfugiés.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

68. Le PAM centrera son action sur le renforcement des capacités nationales pertinentes pour la qualité, l'intégration, la gestion et le rapport coût-efficacité des programmes de sécurité alimentaire et nutrition, de protection sociale et d'éducation; la préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise; et la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans l'ensemble du PSPP et de la nutrition dans toutes les activités concernées. Il s'agira notamment de mettre en place et d'expérimenter des systèmes et des outils adaptés à des contextes spécifiques qui seront transposés à plus grande échelle dans le cadre des systèmes nationaux. Les investissements dans les chaînes d'approvisionnement viseront principalement à améliorer la fiabilité et la rapidité de l'assistance et à réduire les coûts moyennant le développement systématique des compétences des entités gouvernementales et du secteur privé, l'augmentation des capacités d'entreposage, à l'achat anticipé et au positionnement des produits alimentaires et des articles non-alimentaires, et la gestion du transport. La coopération Sud-Sud sera encouragée, comme celle avec le Kenya sur l'intégration des programmes de protection sociale et avec le Rwanda sur l'enrichissement des aliments.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

69. La majorité des transferts seront effectués sous forme de produits alimentaires afin d'assurer que les besoins nutritionnels des bénéficiaires sont satisfaits malgré la capacité encore limitée d'acheminer et d'absorber les transferts de type monétaire, qui sont actuellement gérés par l'intermédiaire des banques. Le PAM achètera les produits alimentaires sur les marchés nationaux et internationaux et les transportera jusqu'aux entrepôts des plates-formes logistiques nationales. Le transport et la distribution

secondaires seront gérés par les partenaires, principalement des gouvernements régionaux. La capacité d'entreposage aux points de distribution alimentaire et la capacité des comités de secours alimentaire seront renforcées grâce à la fourniture d'une assistance technique aux partenaires en vue d'améliorer l'exécution.

70. L'Éthiopie se place au 126ème rang sur 160 pays selon l'indice de performance logistique³⁵. L'accès aux ports maritimes, la sécurité, l'infrastructure routière et de stockage sont insuffisants. Les variations saisonnières et les lacunes en matière de gestion persistent. Ces difficultés entraînent une augmentation des coûts opérationnels du PAM et du Gouvernement et provoquent souvent de graves retards dans la fourniture de l'assistance aux personnes touchées. Elles feront l'objet d'une attention toute particulière dans les activités de renforcement des capacités menées par le PAM pendant le PSPP et au-delà. Le PAM procédera à des évaluations des infrastructures portuaires et de leur efficacité pendant la période couverte par le PSPP.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

71. Le bureau de pays dispose d'une solide capacité opérationnelle, avec 11 bureaux auxiliaires, deux bureaux de terrain et 730 membres du personnel au total. Dans le domaine des chaînes d'approvisionnement et de la préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise, le bureau de pays effectuera une analyse des risques liés au portefeuille d'activités et de programmes du PAM et recommandera des mesures à prendre rapidement pour renforcer ses propres capacités et les capacités nationales. Des ressources supplémentaires seront nécessaires pour la gestion de l'information. Par ailleurs, du personnel spécialisé sera recruté dans le but d'améliorer la qualité des programmes de création d'actifs. Un renforcement sera nécessaire dans les domaines suivants: l'intégration des programmes de protection sociale, les mécanismes de transferts monétaires et la prévention de la malnutrition, y compris la communication visant à faire évoluer la société et les comportements, la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, et l'autonomisation des communautés.

4.5 Partenariats

72. Le PAM entend travailler en collaboration avec différents partenaires de manière à utiliser les compétences et les actifs complémentaires et à favoriser une approche unifiée afin d'améliorer sa capacité d'intervention d'urgence, de développer la protection sociale, de renforcer la résilience et enfin d'appuyer l'action menée par le Gouvernement pour transformer l'Éthiopie en un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025. Les partenariats établis avec les autres organismes des Nations Unies, les ONG, les homologues gouvernementaux et les autres acteurs humanitaires permettront au PAM de mettre à profit et d'exploiter ses atouts et ses capacités pour réaliser l'objectif Faim zéro.
73. Les activités menées dans le cadre du PSPP seront effectuées en collaboration avec les institutions nationales et en étroite concertation avec les partenaires internationaux concernés, y compris les organismes des Nations Unies:
- *L'activité 1* sera réalisée par l'intermédiaire de la Commission nationale de gestion des risques de catastrophe, du Ministère des finances et de la coopération économique, ainsi que, au niveau régional, des bureaux de prévention et de préparation aux catastrophes et des bureaux des finances et de la coopération économique, qui supervisent et coordonnent l'assistance fournie aux personnes touchées. Parmi les autres partenaires figurent le Ministère de l'éducation pour ce qui concerne l'alimentation scolaire, le Ministère de la condition de la femme et des questions

³⁵ Banque mondiale. *International Logistics Performance Index from 2007 to 2018*. Disponible à l'adresse suivante: <https://lpi.worldbank.org>.

relatives à l'enfance, l'UNICEF, le FNUAP et ONU-Femmes pour l'autonomisation des femmes et les messages sur la nutrition et la santé génésique, et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies pour la coordination avec les autres partenaires de l'action humanitaire.

- *Activité 2.* Le soutien nutritionnel et le traitement de la malnutrition aiguë modérée seront fournis par l'intermédiaire de la Commission nationale de la gestion des risques de catastrophe, les bureaux régionaux pertinents en matière de prévention et de préparation aux catastrophes, et le Ministère de la santé. Dans la région Somali, le PAM apporte aussi un soutien nutritionnel par le biais des ONG internationales. Les autres partenaires sont notamment l'UNICEF, le FNUAP et ONU-Femmes.
- *Activité 3.* Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Administration éthiopienne chargée des réfugiés et des rapatriés demeurent les principaux partenaires du PAM pour ce qui concerne l'assistance aux réfugiés. Des ONG internationales comme GOAL, Action contre la faim et Concern Worldwide, continueront d'exécuter les composantes nutritionnelles. Le PAM s'associera aux ministères de la santé, des finances et de la coopération économique, et de l'agriculture pour mettre en œuvre l'initiative de diversification des moyens d'existence dans le cadre de la stratégie globale d'intervention en faveur des réfugiés.
- *L'activité 4* sera mise en œuvre par l'intermédiaire des ministères de l'éducation et de l'agriculture. Le PAM a conclu un partenariat avec la FAO et le FIDA pour l'élargissement du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale. Parmi les autres partenaires figurent l'UNICEF, des petits exploitants et des coopératives agricoles.
- *L'activité 5* sera mise en œuvre en coopération avec le Ministère de l'agriculture, la FAO, le FIDA, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et des entités du secteur privé comme les compagnies d'assurance, les banques, les prestataires de services financiers et les opérateurs de transfert d'argent par téléphonie mobile.
- *L'activité 6* sera mise en œuvre par l'intermédiaire du Ministère de la santé et en étroite partenariat avec l'UNICEF, ONU-Femmes et le FNUAP, notamment eu égard à la communication visant à faire évoluer la société et les comportements et à la coordination renforcée des travaux menés au titre de l'initiative Renforcer la nutrition.
- *L'activité 7* impliquera de collaborer avec la Commission nationale de gestion des risques de catastrophe, les bureaux régionaux chargés de la prévention et de la préparation aux catastrophes, les ministères du transport et des finances et de la coopération économique, les bureaux régionaux chargés des finances et de la coopération économique, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'Organisation internationale pour les migrations, le programme conjoint d'opérations d'urgence dirigé par Catholic Relief Services, l'Autorité éthiopienne des affaires maritimes, la Société éthiopienne des chemins de fer, l'Autorité des transports routiers, des ONG et des entités du secteur privé, dans l'objectif de renforcer la sécurité sanitaire, la qualité et l'enrichissement des aliments.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

74. Le bureau de pays élabore une stratégie de suivi, d'évaluation, d'obligation redditionnelle et d'apprentissage tenant compte de la problématique femmes-hommes. Les buts de la stratégie et une méthode de suivi des effets directs, des processus et des produits seront précisés dans un plan de suivi, d'examen et d'évaluation. Les principales activités auront les objectifs suivants: améliorer la qualité des données et la pertinence et l'obtention en temps voulu des analyses, renforcer les exercices de consultation des bénéficiaires, normaliser et

- unifier les systèmes avec les partenaires et mettre en place des outils innovants permettant d'améliorer non seulement la capacité organisationnelle mais aussi les mesures correctives et préventives au niveau communautaire et gouvernemental sur la base des constatations.
75. Depuis 2016, le bureau de pays examine les outils de collecte de données, les méthodes, l'analyse et l'établissement de rapports, en tenant compte des observations formulées au cours de discussions menées en interne et avec les donateurs et le Gouvernement. Conformément au mandat du PAM consistant à demeurer responsable à l'égard des personnes auxquelles il vient en aide, la stratégie de suivi, d'évaluation, d'obligation redditionnelle et d'apprentissage permettra de garantir que les données concernant les handicaps³⁶, l'âge et le sexe sont prises en compte dans les processus de suivi et les résultats; le PAM renforce actuellement les mécanismes de réclamation et de remontée de l'information afin d'accroître la participation des bénéficiaires à la conception et à la mise en œuvre des projets et de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard des populations touchées. Le PAM élaborera un plan d'action en matière de protection visant à sensibiliser les bénéficiaires aux questions de sécurité et à leurs droits à prestations³⁷. Les préférences des bénéficiaires seront prises en compte dans la conception et le fonctionnement des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information; les mécanismes seront renforcés moyennant la mise en place de permanences téléphoniques, le recrutement et la formation d'opérateurs téléphoniques et d'agents de sensibilisation des communautés, la mise en place et le renforcement de services d'assistance et la mise en œuvre d'un système plus solide pour recueillir les informations et y donner suite, et assurer le suivi des plaintes. Les facteurs de risque moyen ou élevé continueront d'être surveillés par le biais d'un tableau de bord en ligne et d'un système de suivi.
 76. Afin de renforcer la gestion de la performance le PAM constituera une base solide de données factuelles et suivra les progrès accomplis au regard des effets directs³⁸. Pour renforcer les capacités et améliorer les rapports, le personnel du PAM (en particulier dans les bureaux auxiliaires) et les homologues du Gouvernement bénéficieront d'une formation portant sur la collecte et la communication de données de qualité à l'aide de systèmes informatiques comme l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace et le logiciel de collecte des données utilisant la téléphonie mobile "Ona"³⁹, ainsi que le système Rapid Pro-SM pour le suivi à distance. Tout au long de la période couverte par le PSPP, un suivi conjoint avec les homologues gouvernementaux et les partenaires sera effectué deux fois par an.
 77. Le Système d'appui à la gestion logistique et l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace seront renforcés et mieux intégrés afin d'améliorer la fourniture de données destinées aux rapports sur les projets et sur les résultats.
 78. Le bureau de pays prévoit de réaliser des examens thématiques en 2019 qui porteront sur l'efficacité de l'association d'aliments nutritifs spécialisés et de transferts de type monétaire pour prévenir la malnutrition et sur l'impact des pratiques après récolte innovantes et les liens entre les petits exploitants (en particulier les femmes) et les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale. En 2019, le bureau de pays procédera

³⁶ Le bureau de pays ne dispose pas de mécanisme spécifique pour la collecte d'informations sur les handicaps. Pour combler ces lacunes en matière d'information, des partenariats sont établis avec les organisations qui répondent le mieux aux besoins des personnes handicapées.

³⁷ Les bénéficiaires sont tenus informés des programmes du PAM, des critères de ciblage, de l'enregistrement et des droits à prestations au moyen d'affiches, de dépliants, de messages illustrés et de pancartes traduits dans les langues locales.

³⁸ Pendant la période couverte par le PSPP, le bureau de pays prévoit de réaliser deux évaluations d'impact et une étude destinée à combler le déficit en nutriments, et d'intégrer les recommandations issues de la récente évaluation du portefeuille d'activités.

³⁹ Voir <https://ona.io/about-us.html>.

à une analyse coût-efficacité et coût-efficacité en temps voulu pour guider l'élaboration du PSP suivant.

5.2 Gestion des risques

79. Compte tenu des risques à variables multiples existant en Éthiopie, le bureau de pays doit concilier et gérer les possibilités et les besoins urgents par rapport aux difficultés et aux risques connus. Sa méthode de gestion des risques inclut des décideurs en première ligne qui prennent les décisions dans leur travail au quotidien et des responsables en deuxième ligne qui assurent le suivi et la maîtrise de risques particuliers, les uns et les autres bénéficiant des orientations fournies par les auditeurs et les évaluations indépendantes. Le développement des capacités aux niveaux régional et fédéral a pour but d'accroître les moyens des pouvoirs publics en matière de gestion des risques et d'obligation redditionnelle, notamment en ce qui concerne le transport, la gestion, la distribution et le suivi des produits alimentaires et des transferts de type monétaire.
80. Afin d'être en mesure de faire face aux risques contextuels liés à de possibles conflits, arrivées soudaines et massives de réfugiés et nouvelles crises alimentaires et nutritionnelles liées au climat, le PAM maintiendra ses fortes capacités opérationnelles ainsi que ses capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Les risques liés à la sécurité seront atténués par la stricte application des normes minimales de sécurité opérationnelle des Nations Unies dans toutes les opérations.
81. L'insécurité peut entraver l'accès humanitaire dans certaines parties du pays à certaines périodes. Pour atténuer ce risque, le PAM continuera de collaborer étroitement avec le Gouvernement et aux niveaux régional et local afin de sensibiliser les acteurs pertinents au mandat humanitaire du PAM dans le but de réduire les risques pesant sur les opérations ou le personnel du PAM.
82. Les autres risques liés à la mise en œuvre sont notamment la résistance à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes due à des traditions patriarcales et à des modèles sociétaux profondément enracinés. Le bureau de pays atténuera ce risque par des communications présentées de manière respectueuse aux hommes et aux femmes dans les communautés. La prévention de la malnutrition pourrait se ressentir de nouvelles crises de sécurité alimentaire, auxquelles le PAM fera face par le biais de sa capacité de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Les activités visant à améliorer la qualité des actifs peuvent être retardées par la longueur des processus de planification et d'approbation. Le PAM réduira ce risque par une communication régulière avec le Gouvernement. Le PAM veillera aussi à ce que tous les programmes intègrent la problématique du conflit dans la mise en œuvre et que ses activités n'accroissent pas les tensions existantes ou n'en provoquent de nouvelles.
83. Le bureau de pays continuera d'assurer pleinement la transparence et le respect de l'obligation redditionnelle dans ses opérations. Les nouvelles modalités comme les mécanismes de transferts de type monétaire seront soigneusement mises à l'essai avant leur application à grande échelle afin de réduire le plus possible le risque de défaillance du système qui pourrait entraîner notamment une atteinte à la réputation et des défaillances en matière de protection, y compris des menaces à la sûreté des bénéficiaires, le manque d'accès aux technologies, la violence fondée sur le genre et des perceptions négatives dans les communautés.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)			
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Total
1	474 438 987	268 850 964	743 289 952
2	40 197 918	25 786 907	65 984 825
3	21 449 917	10 734 351	32 184 268
4	13 498 963	6 671 928	20 170 891
5	6 449 393	3 257 793	9 707 185
Total	556 035 177	315 301 943	871 337 120

84. L'essentiel des ressources du portefeuille seront consacrées à l'effet direct stratégique 1 étant donné la nécessité de maintenir les secours d'urgence pendant toute la période couverte par le PSPP. Les investissements réalisés pour jeter les bases d'une stratégie visant à renforcer les systèmes et à appuyer les politiques permettront de consacrer une plus grande partie du PSP suivant au renforcement des capacités, à la résilience des petits exploitants et aux systèmes alimentaires durables. Le PAM affectera 105 millions de dollars, soit environ 12 pour cent du budget du portefeuille, aux activités destinées à promouvoir l'égalité des genres.

6.2 Perspectives de financement

85. Il ressort des discussions avec les donateurs qu'ils contribueront à hauteur de 50 à 70 pour cent du montant nécessaire, ce qui est conforme au niveau moyen des financements de ces dernières années. Les plans de distribution prendront en compte ce déficit de financement afin d'éviter des ruptures de la filière d'approvisionnement ou de devoir réduire les rations. Le bureau de pays s'emploiera à améliorer le rapport coût-efficacité et réexaminera sa stratégie de mobilisation des ressources.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

86. Afin que les populations touchées reçoivent l'assistance alimentaire dont elles ont besoin, le PAM doit se doter de filières d'approvisionnement alimentaire et monétaire stables. Une stratégie de mobilisation des ressources révisée sera mise en place, éclairée par des rapports fondés sur des données factuelles et la communication des résultats concrets obtenus grâce au soutien du PAM moyennant un suivi renforcé et la collecte et la présentation de données ventilées selon le sexe et l'âge; une approche plus large de la mobilisation des ressources afin d'inclure des donateurs non traditionnels, y compris le secteur privé, les fondations, d'autres organisations philanthropiques et les nouveaux gouvernements; et des approches innovantes de mobilisation de fonds, y compris auprès des personnes physiques, dans le cadre de la coopération Sud-Sud, et du gouvernement hôte.

ANNEXE I**CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE PROVISOIRE ÉTABLI POUR L'ÉTHIOPIE (2019–2020)****But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro****Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation****Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture****Effet direct stratégique 1: Les réfugiés et les populations touchées par une crise dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels tout au long de l'année**Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Accès ininterrompu aux lieux et populations ciblés

L'environnement macroéconomique, la situation politique et les conditions de sécurité sont favorables et stables dans le pays afin de permettre l'accès ainsi que la livraison des produits alimentaires et l'exécution des transferts de type monétaire

Indicateurs d'effet direct

Traitement antirétroviral: taux d'abandon

Traitement antirétroviral: taux de récupération nutritionnelle

Taux de fréquentation scolaire

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Taux de scolarisation

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Nombre de politiques, de règlements ou de procédures administratives en matière de santé et de nutrition de l'enfant à chaque stade de développement

Pourcentage d'écoliers qui, à la fin de deux années d'études primaires, montrent qu'ils sont capables de lire et comprendre le sens d'un texte du niveau de leur classe

Proportion de bénéficiaires qui se souviennent d'un message clé sur la nutrition et le mettent en pratique

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Taux de fidélisation

Traitement antituberculeux: taux d'abandon

Traitement antituberculeux: taux de récupération nutritionnelle

Activités et produits

2. Fournir un soutien nutritionnel et un traitement de la malnutrition aiguë modérée aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes, ainsi qu'aux personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe touchés par une crise. (Traitement nutritionnel)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui facilitent la récupération nutritionnelle (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui facilitent la récupération nutritionnelle (B: Aliments nutritifs fournis)

1. Fournir une assistance alimentaire de type monétaire et en nature non assortie de conditions, un appui aux moyens d'existence et une alimentation scolaire d'urgence aux personnes touchées par une crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à l'alimentation)

Les écoliers du primaire touchés par une crise reçoivent un repas quotidien qui favorise l'assiduité et améliore les résultats en matière d'apprentissage (A: Ressources transférées)

Les personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire touchées par une crise et les bénéficiaires à titre temporaire¹ du PFSAP reçoivent une assistance alimentaire en nature ou de type monétaire non assortie de conditions qui couvre leurs besoins alimentaires essentiels (A: Ressources transférées)

3 Fournir une assistance alimentaire de type monétaire et en nature non assortie de conditions, une alimentation scolaire et un soutien nutritionnel en faveur des réfugiés ainsi qu'un appui aux moyens d'existence des réfugiés et des populations d'accueil (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à l'alimentation)

Au sein de la population de réfugiés, les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe souffrant de malnutrition aiguë modérée, reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient de conseils destinés à faciliter leur récupération nutritionnelle (A: Ressources transférées)

Au sein de la population de réfugiés, les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe souffrant de malnutrition aiguë modérée, reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient de conseils destinés à faciliter leur récupération nutritionnelle (B: Aliments nutritifs fournis)

¹ Par bénéficiaires à titre temporaire d'un PFSAP, on entend les principaux bénéficiaires du PFSAP qui ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires au cours d'une année donnée en raison de la survenue d'un choc. Dans le cadre d'un accord conclu entre le Gouvernement et le PAM, ces bénéficiaires reçoivent aussi les secours du PAM.

Au sein de la population de réfugiés, les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe souffrant de malnutrition aiguë modérée, reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient de conseils destinés à faciliter leur récupération nutritionnelle (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Au sein de la population de réfugiés, les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de prévenir la malnutrition (A: Ressources transférées)

Au sein de la population de réfugiés, les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de prévenir la malnutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Au sein de la population de réfugiés, les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de prévenir la malnutrition (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les écoliers du primaire réfugiés reçoivent un repas quotidien enrichi à l'école, qui contribue à leurs besoins nutritionnels essentiels et améliore leur assiduité (A: Ressources transférées)

Les écoliers du primaire réfugiés reçoivent un repas quotidien enrichi à l'école, qui contribue à leurs besoins nutritionnels essentiels et améliore leur assiduité (B: Aliments nutritifs fournis)

Les populations de réfugiés et celles des communautés d'accueil reçoivent un appui aux moyens d'existence (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les réfugiés reçoivent une assistance alimentaire en nature et de type monétaire qui couvre leurs besoins alimentaires essentiels (A: Ressources transférées)

Effet direct stratégique 2: Les populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels et de se doter de moyens d'existence résilients face au climat

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique

Domaine d'action privilégié:
Renforcement de la résilience

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Les efforts au titre de l'effet direct stratégique seront appuyés par le Gouvernement et les donateurs.

L'environnement macroéconomique, la situation politique et les conditions de sécurité sont favorables et stables dans le pays afin de permettre l'accès ainsi que la livraison des produits alimentaires et l'exécution des transferts de type monétaire

Indicateurs d'effet direct

Traitement antirétroviral: taux d'observance

Traitement antirétroviral: taux d'abandon

Taux de fréquentation scolaire

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de diversité alimentaire

Taux d'abandon

Taux de scolarisation

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Ratio filles/garçons

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Indice de capacité nationale (repas scolaires)

Nombre d'administrateurs et de responsables scolaires dans les écoles cibles qui font la démonstration de l'utilisation de nouvelles techniques ou de nouveaux outils

Taux de réussite aux examens

Personnes vivant avec le VIH: taux de récupération nutritionnelle

Personnes vivant avec le VIH: taux de survie à 12 mois

Taux de fidélisation

Traitement antituberculeux: taux de récupération nutritionnelle

Traitement antituberculeux: taux d'abandon

Traitement antituberculeux: taux de réussite

Activités et produits

5. Fournir une assistance alimentaire assortie de conditions aux ménages en situation d'insécurité alimentaire chronique, offrir des solutions pour la gestion des risques de catastrophe, assurer l'autonomisation économique des femmes et apporter un soutien technique au Gouvernement pour la mise en œuvre du PFSAP (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique (principaux bénéficiaires du PFSAP), y compris les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe, reçoivent une assistance alimentaire assortie ou non de conditions pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (A: Ressources transférées)

Les ménages en situation d'insécurité alimentaire vulnérables face aux chocs climatiques et vivant dans des zones dégradées reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions pour participer à des activités de gestion améliorée des ressources naturelles qui appuient les moyens d'existence et réduisent les risques de catastrophes (A: Ressources transférées)

Les petits exploitants et les éleveurs vulnérables face aux chocs climatiques et les petites agricultrices en situation d'insécurité alimentaire qui bénéficient du projet d'autonomisation économique des femmes rurales² reçoivent un soutien technique et ont accès à des services de micro-assurance, de crédit et d'épargne afin de protéger leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence face aux chocs (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

4. Fournir une alimentation sûre et fiable aux écoliers du primaire et aider les ministères de l'éducation et de l'agriculture à transposer à plus grande échelle les programmes d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle (Repas scolaires)

Les écoliers ciblés bénéficient de programmes d'alimentation scolaire tenant compte de la nutrition (traditionnels ou utilisant la production locale), y compris des rations à emporter, qui permettront de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et d'augmenter les taux de scolarisation et de fréquentation (A: Ressources transférées)

Les personnes vulnérables bénéficient du renforcement des capacités des institutions gouvernementales à intensifier les programmes d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

² L'intervention d'autonomisation économique des femmes rurales vise à permettre aux femmes rurales d'accéder plus rapidement à un soutien financier en faveur d'activités génératrices de revenus, à la reconnaissance officielle de leurs entreprises et à la formation pour acquérir des compétences de gestion d'entreprise et des techniques agricoles.

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition**Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition****Effet direct stratégique 3: Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel vivant dans les zones ciblées reçoivent un soutien destiné à prévenir toutes les formes de dénutrition**

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié causes profondes

Hypothèses

Accès et distribution d'aliments nutritifs aux centres de santé sans interruption

L'environnement macroéconomique, la situation politique et les conditions de sécurité sont favorables et stables dans le pays afin de permettre l'accès ainsi que la livraison des produits alimentaires et l'exécution des transferts de type monétaire

Il existe des synergies potentielles avec d'autres partenaires

Indicateurs d'effet direct

Traitement antirétroviral: taux d'observance

Traitement antirétroviral: taux d'abandon

Traitement antirétroviral: taux de récupération nutritionnelle

Traitement antirétroviral: taux de survie à 12 mois

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (en pourcentage du rapport taille/âge)

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits

6. Assurer des transferts de type monétaire en faveur des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des enfants âgés de 6 à 23 mois, accompagnés d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, d'une formation à l'intention des vulgarisateurs et du renforcement des capacités du Gouvernement, en vue de contribuer aux initiatives nationales de réduction du retard de croissance et de prévention de la dénutrition (Prévention de la malnutrition)

Les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes, y compris celles touchées par le VIH, dans les zones ciblées reçoivent un soutien sous forme de transferts de type monétaire ou d'aliments nutritifs spécialisés assortis de restrictions (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes, y compris celles touchées par le VIH, dans les zones ciblées reçoivent un soutien sous forme de transferts de type monétaire ou d'aliments nutritifs spécialisés assortis de restrictions (B: Aliments nutritifs fournis)

Les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de l'amélioration des capacités du Gouvernement à concevoir et mettre en œuvre les politiques nutritionnelles nationales visant à prévenir toutes les formes de dénutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de l'amélioration des capacités du Gouvernement à concevoir et mettre en œuvre les politiques nutritionnelles nationales visant à prévenir toutes les formes de dénutrition (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel dans les zones ciblées³, y compris celles touchées par le VIH, reçoivent un soutien sous forme d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, qui contribuent aux efforts déployés au niveau national pour réduire les retards de croissance et prévenir la dénutrition (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

³ Les populations vulnérables visées dans le cadre de ce produit sont notamment les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes touchées par le VIH qui souffrent de malnutrition aiguë modérée et sont ciblées pour bénéficier d'un traitement au titre de l'effet direct stratégique 1.

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 4: Les institutions gouvernementales et le secteur privé bénéficient du renforcement des capacités dans le domaine des systèmes d'alerte rapide et de préparation aux situations d'urgence, de la conception et de la mise en œuvre de programmes de filets de sécurité et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: Intervention face à une crise

Hypothèses

Environnement propice aux activités de renforcement des capacités

La situation politique et sociale s'y prête

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Activités et produits

7. Assurer des services techniques et de conseil au Gouvernement et au secteur privé afin de renforcer les plateformes d'exécution et les dispositifs nationaux, notamment les systèmes d'alerte rapide et de préparation aux situations d'urgence, la gestion du programme de filets de sécurité et la gestion de la chaîne d'approvisionnement (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique bénéficient de l'amélioration de la capacité du Gouvernement à concevoir, examiner et mettre en œuvre des filets de sécurité tenant compte de la problématique femmes-hommes, y compris le PFSAP, et reçoivent en conséquence l'assistance et les services adéquats (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique bénéficient de l'amélioration de la capacité du Gouvernement à concevoir, examiner et mettre en œuvre des filets de sécurité tenant compte de la problématique femmes-hommes, y compris le PFSAP, et reçoivent en conséquence l'assistance et les services adéquats (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les personnes touchées par une crise bénéficient de systèmes nationaux d'alerte rapide et de préparation aux situations d'urgence renforcés, qui permettent de lancer rapidement l'action humanitaire (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes touchées par une crise bénéficient de systèmes nationaux d'alerte rapide et de préparation aux situations d'urgence renforcés, qui permettent de lancer rapidement l'action humanitaire (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les personnes vulnérables bénéficient de la gestion efficace et coordonnée de la chaîne d'approvisionnement par le Gouvernement et le secteur privé, qui leur permet de recevoir une assistance adéquate en temps voulu (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables bénéficient de la gestion efficace et coordonnée de la chaîne d'approvisionnement par le Gouvernement et le secteur privé, qui leur permet de recevoir une assistance adéquate en temps voulu (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 5: Le Gouvernement et les partenaires de l'action humanitaire et du développement en Éthiopie ont accès à des services logistiques efficaces et économiques dont ils tirent avantage, s'agissant notamment de transport aérien, de plateformes de coordination communes et de chaînes d'approvisionnement améliorées

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement des partenariats stratégiques noués avec les secteurs public et privé, les autres organismes ayant leur siège à Rome et d'autres partenaires opérationnels

Domaine d'action privilégié: Intervention face à une crise

Hypothèses

La situation politique et sociale s'y prête

Indicateurs d'effet direct

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits**8. Assurer des services relatifs au transport aérien au Gouvernement et aux partenaires humanitaires (Prestation de services et plateformes)**

Les personnes vulnérables bénéficient des services aériens assurés de manière sûre et en temps voulu par le PAM au Gouvernement et aux partenaires qui fournissent une assistance humanitaire (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

Les personnes vulnérables bénéficient des services d'évacuation pour des raisons médicales ou de sécurité assurés par le PAM aux partenaires humanitaires qui fournissent une assistance humanitaire (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

9. Assurer des services relatifs à la chaîne d'approvisionnement au Gouvernement et aux partenaires humanitaires (Prestation de services et plateformes)

Les personnes vulnérables bénéficient des services de transport de marchandises légères assurés de manière sûre et en temps voulu par le PAM au Gouvernement et aux partenaires qui fournissent une assistance humanitaire (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

Les personnes vulnérables bénéficient des services communs assurés par le PAM aux partenaires humanitaires qui fournissent une assistance humanitaire (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1: Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)						
	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Transferts	620 316 096	53 777 553	26 677 940	16 401 970	8 020 328	725 193 887
Mise en œuvre	31 312 036	4 084 743	1 530 470	1 276 701	487 842	38 691 793
Coûts d'appui directs ajustés	46 296 706	4 095 285	2 011 559	1 261 132	606 558	54 271 240
Total partiel	697 924 837	61 957 582	30 219 970	18 939 804	9 114 728	818 156 920
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	45 365 114	4 027 243	1 964 298	1 231 087	592 457	53 180 200
Total	743 289 952	65 984 825	32 184 268	20 170 891	9 707 185	871 337 120

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ODD	Objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PFSAP	Programme de filets de sécurité fondé sur les activités productives
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
SCOPE	plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance